

RAPPORT ANNUEL 2018

Banca Popolare di Sondrio (SUISSE) SA
Capital: CHF 180 000 000

Siège Principal et Direction Générale
Via Giacomo Luvini 2a, 6900 Lugano
Tél. +41 58 855 30 00
Fax +41 58 855 30 15

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mario Alberto Pedranzini
Président

Brunello Perucchi
Vice-président

Plinio Bernardoni
Membre et secrétaire

Giovanni Ruffini
Membre

Daniel Zuberbühler
Membre

DIRECTION GÉNÉRALE

Mauro De Stefani
Président de la Direction générale

Mauro Pedrazzetti
Vice-président de la Direction générale
Responsable de la division Crédits et Finance

Paolo Camponovo
Membre de la Direction générale
Responsable de la division Logistique

Roberto Mastromarchi
Membre de la Direction générale
Responsable de la division Front-office

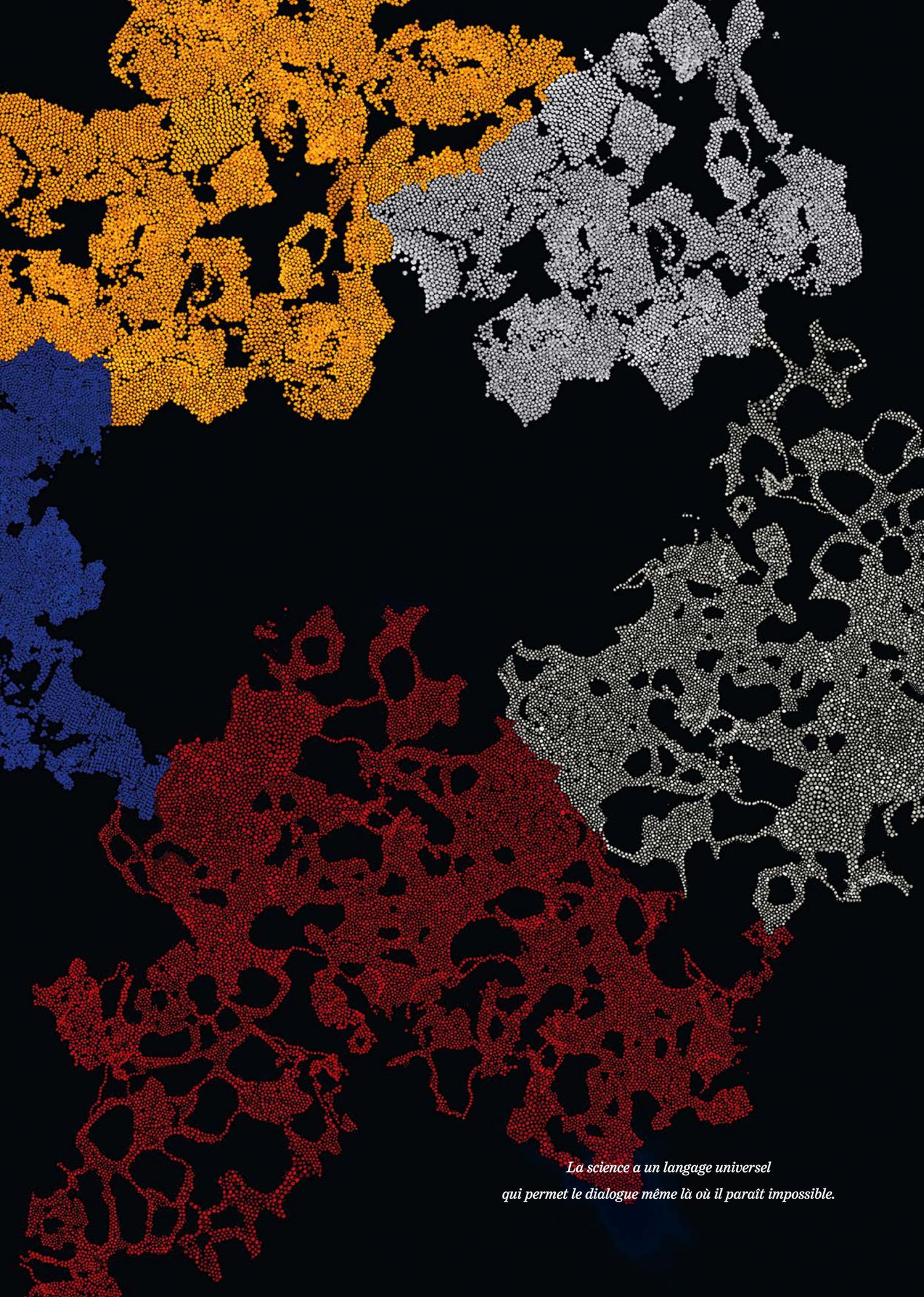
RÉVISION INTERNE

Alberto Bradanini
Directeur

ORGANE DE RÉVISION

Ernst & Young SA
Lugano





*La science a un langage universel
qui permet le dialogue même là où il paraît impossible.*

Ce rapport est disponible
en français, en italien, en allemand et en anglais.
La version allemande de la préface du Président a aussi été traduite en romanche.

Les œuvres de l'artiste Anna Rierola ont été réalisées avec des photographies scientifiques de nanoparticules inorganiques et de neurones, d'embryons, de fibroblastes ainsi que de différents types de cellules biologiques.

Nanocartography: p. 4-5.

Depths II: p. 8.

Radiolari I: p. 13.

Sensitivity: p. 14.

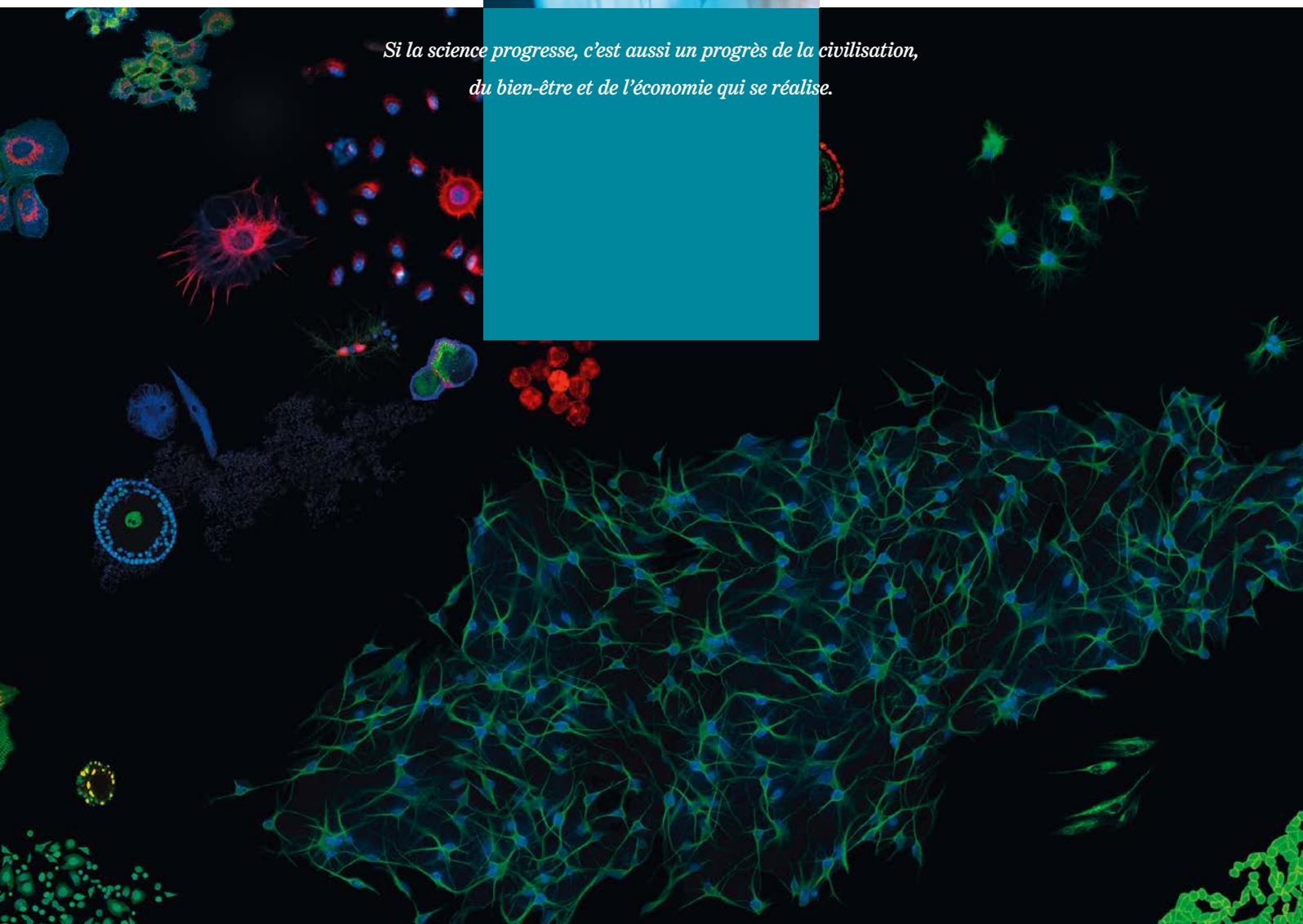
Memory: p. 20.

Mandala: p. 30.

Biogenesis: p. 38.



*Si la science progresse, c'est aussi un progrès de la civilisation,
du bien-être et de l'économie qui se réalise.*



PRÉFACE DU PRÉSIDENT

Avec le changement de calendrier me viennent spontanément à l'esprit des idées de vœux, que j'adresse à tous et à chacun d'entre vous pour une année 2019 sous le signe de la santé, de la prospérité et de la sérénité.

Nous sommes le 1^{er} de l'an, jour d'espoir pour un avenir meilleur. Bien que l'on ne puisse pas prévoir l'avenir en parlant du passé, un bilan annuel s'impose, et les réflexions qui s'ensuivent nous aident pour plus tard.

Je regrette de devoir commencer par le rappel d'événements douloureux, mais nous nous devons de le faire par respect pour les nombreux innocents qui, au prix de leur vie, ont subi les conséquences néfastes d'actions criminelles. En citant symboliquement l'attentat du 11 décembre au soir à Strasbourg, perpétré dans un marché de Noël bondé à proximité du Parlement européen, nous espérons que la légalité l'emportera, en donnant à chacun la possibilité de vivre dans une société civile, fondée sur les valeurs qui distinguent notre pays. La Suisse est en effet depuis des siècles un exemple de cohabitation pacifique, notamment une nation qui, en cas de guerre, choisit toujours et quoi qu'il en soit la défense de sa neutralité, la paix.

S'agissant des aspects économiques, nous observons qu'au niveau mondial, la croissance de l'année sous revue a été solide, mais le commerce a ralenti sa course. Dans les pays émergents les plus fragiles, des tensions financières et monétaires ont été enregistrées. Les droits de douane, relevés ou faisant seulement l'objet de menaces de la part des Etats-Unis, ont semé la pagaille et l'insécurité un peu partout, aux dépens de la croissance.

L'économie de la zone euro s'est développée, mais de manière inégale et non selon les attentes; à la fin de l'année, elle a même connu un ralentissement notable.

Concernant la zone euro, nous ne pouvons ignorer l'Italie, qui en fait partie, d'autant que notre maison mère Banca Popolare di Sondrio a son siège dans la ville de Sondrio, en Lombardie. Institution solide et rentable, elle évolue avec son temps, quand bien même difficile comme actuellement. Celle-ci a transmis à notre structure son mode opératoire, qui consiste à se soucier des besoins des communautés et des territoires desservis. Rappelons au passage que la «Sondrio» figure parmi les 500 entreprises au monde (dont 11 italiennes), classées par la célèbre revue *Forbes*, où l'on travaille le mieux.

L'Italie et la Suisse entretiennent depuis toujours des rapports de bon voisinage, avec des échanges commerciaux forts. Par ailleurs, dans la Confédération, des milliers de travailleurs venant d'Italie – saisonniers, annuels et frontaliers (ces derniers étant environ 65 000) –, auxquels s'ajoutent diverses entreprises performantes, contribuent de manière significative et diversifiée à l'économie du pays, d'un canton à l'autre.

Venons-en à présent au contexte national.

Les principales agences de notation ont confirmé la note maximale accordée à la Suisse, qui s'est distinguée, comme toujours, par sa stabilité politique, sa capacité et sa prudence dans la gestion de la chose publique, son équilibre en matière de fiscalité, son efficacité dans le domaine juridique, et ainsi de suite. Un contexte donc extraordinairement positif et enviable.

Le produit intérieur brut (PIB) augmente généralement d'année en année. En 2018, l'augmentation a été exceptionnelle, favorisée par des facteurs de nature extraordinaire, pouvant difficilement se reproduire.

Les exportations ont été fortes pendant la première partie de l'année, pour ralentir ensuite leur course au troisième trimestre et reprendre de la vigueur ultérieurement, avec un bilan final très positif.

Le secteur immobilier a progressé. Les prix des unités d'habitation ont augmenté de manière significative, au vu d'une forte demande, souvent soutenue par des achats effectués à des fins d'investissement. Les loyers ont augmenté d'environ 1%.

Le franc suisse a renforcé sa réputation de monnaie refuge. Le taux de change est resté stable face au dollar américain, tandis qu'il a légèrement baissé face à l'euro.

S'agissant des taux, leur constante est d'être négatifs depuis déjà longtemps, et il en a été de même en 2018. Chez nous aussi, la politique monétaire expansionniste a désormais dépassé la fonction de mesure incitative temporaire.

Le chômage est resté physiologique même pendant l'année en question, avec un taux d'environ 2,6%, donnée encore inférieure aux déjà satisfaisants 3,2% de 2017. Même discours pour l'inflation: 0,9% en 2018, taux un peu plus élevé par rapport au 0,5% de l'année précédente, mais, quoi qu'il en soit, toujours faible.

Notre Banque, qui fait partie du tissu économique et financier de la Confédération, a fait de son mieux pour contribuer, quoique modestement en termes absolus, au PIB national, en s'activant avec volonté dans les territoires où elle est implantée. Les cantons où nous sommes installés sont au nombre de 7: Grisons, Tessin, Bâle, Zurich, Berne, Neuchâtel et Valais. Aux filiales physiques sur le territoire, gérées par nos bons collaborateurs, est venu s'ajouter le service virtuel aux clients, offert par la Banque directe de Lugano.

Convaincus que les ressources humaines sont irremplaçables, nous avons augmenté le personnel de 14 unités, qui compte à présent 330 employés, préparés, pleins de bonne volonté, disponibles et attachés à leur entreprise. Leur engagement quotidien se traduit par leur capacité à saisir les meilleures opportunités, qui profitent non seulement à la Banque, mais aussi aux clients: la Banque reçoit, donc la Banque donne.

Tout aussi convaincus que pour être efficaces et efficaces dans les opérations, on ne peut pas faire l'économie des différentes mises à niveau dans le secteur de l'informatique et donc de la digitalisation, nous avons constamment approfondi les nouveautés dans ce domaine, en les adaptant à l'établissement et avec des investissements appropriés subséquents.

Pendant l'année sous revue, les dépôts de la clientèle, sous leurs différentes formes, se sont élevés à 4,82 milliards de francs suisses, soit moins 1% par rapport à l'exercice précédent. Les créances ont augmenté de 7%, à 4,24 milliards. Nous avons essayé, dans la limite du possible, de laisser le montant de ce poste stable, en octroyant des prêts et crédits à des sujets «méritants» résidant dans ces mêmes zones. Les bénéficiaires étaient le plus souvent des entreprises industrielles et commerciales de petites et moyennes dimensions, des artisans, des personnes physiques et des familles. Les synergies avec notre maison mère ont été exploitées, dans la mesure du possible, tant dans l'intérêt de la clientèle que dans une logique de groupe.

La situation actuelle n'est pas favorable aux banques: coûts réglementaires élevés, taux d'intérêt très bas ou négatifs, gains unitaires réduits si ce n'est réduits à la portion congrue, climat d'incertitude internationale, et ainsi de suite. Dans ce contexte loin d'être idéal, afin de ne pas perdre de terrain, notre institution a travaillé d'arrache-pied, en privilégiant la banque de détail et la banque privée, en offrant les différents services

bancaires et financiers et, le cas échéant, en réduisant les coûts. Le bénéfice net de 15,15 millions de francs suisses, soit plus 7% par rapport à l'année précédente, peut être considéré comme satisfaisant.

Notre Banque est dirigée par des administrateurs capables et sages. Je tiens à leur adresser mes vifs remerciements pour les efforts qu'ils ont déployés, sans oublier la Direction générale et les collaborateurs.

Je remercie la FINMA, autorité fédérale qui a veillé à notre travail avec attention et, en même temps, avec un esprit collaboratif.

Je suis reconnaissant envers les auditeurs externes de Ernst & Young (EY), qui avalisent nos comptes annuels pour la deuxième année de suite.

J'adresse mes remerciements en particulier aux clients, qui, ayant choisi la BPS (SUISSE) comme banque de référence pour leurs différents besoins, nous ont permis de nous positionner avantageusement sur le marché. Nous avons essayé de remplir au mieux notre mission à leur égard, en offrant des services de qualité et en suivant attentivement l'évolution des relations de travail qu'ils entretiennent avec nous actuellement. Il va sans dire que nous continuerons sur la voie de la collaboration, en cherchant constamment des solutions de satisfaction mutuelle, dans l'intérêt commun, et en espérant toujours y parvenir.

En guise de conclusion, je renouvelle mes vœux chaleureux de Bonne Année et j'espère sincèrement qu'en 2019, les peuples en guerre ouvriront leurs portes à la paix, afin que nous puissions tous vivre pacifiquement, citoyens de la grande Cité commune.

Lugano, le 1^{er} janvier 2019

Le Président
Mario Alberto Pedranzini



L'innovation est fondée sur la capacité de transgresser.





*Pour faire médecin, il faut aimer les gens, si vous ne savez pas écouter le malade,
si vous ne vous demandez pas de quoi il a peur et ce qu'il souhaite,
vous n'êtes rien de plus qu'un bon technocrate.*

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'EXERCICE CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2018

Scène internationale

Les prévisions de croissance positives du début de l'année 2018 ont été revues à la baisse, avec un ralentissement économique généralisé. L'exercice qui vient de s'achever a été compliqué, laissant derrière lui des perspectives incertaines.

A l'échelle mondiale, il faut considérer avant tout que le conflit commercial entre les superpuissances Etats-Unis et Chine a entraîné une surenchère inquiétante à partir de la moitié de l'année. Le leadership en matière technologique, la balance commerciale et des paiements, associés aux affaires intérieures des deux colosses, ont dicté leur loi en influençant l'économie et la politique. En spectateurs intéressés à mesurer les conséquences possibles sous nos latitudes, nous assistons à la renaissance des droits de douane et du protectionnisme, après une période de réduction des barrières commerciales due à la mondialisation. C'est à regret que nous en prenons acte.

Du côté européen, ce sont les négociations difficiles sur le Brexit, n'ayant toujours pas abouti, qui ont dominé la scène. Abstraction faite de l'aspect historique et institutionnel, et en restant sur les plans économique et financier, il serait présomptueux de faire des pronostics sur le bilan de cette opération, fût-ce à court et moyen termes. Le respect des obligations budgétaires des pays de la zone euro et la politique relative aux migrations sont d'autres sujets d'importance extraordinaire.

Qu'il y ait une effervescence autour de la volonté d'améliorer l'Union européenne est indéniable et évident pour tous. Chaque force politique a sa recette et on serait bien en peine de dire laquelle est la meilleure. Le fait est qu'en accordant de l'intérêt, voire un intérêt démesuré, aux élections européennes du printemps prochain, la célébration importante du 1^{er} janvier 2019, celle du vingtième anniversaire de l'introduction de l'euro – monnaie initialement accessible sous forme virtuelle uniquement, bien que valable à tous les effets –, est passée au second plan.

Nous nous trouvons dans une période d'incertitude politique – une politique souvent criarde – et économique, deux faces de la même médaille. Ce lien est naturel pour les acteurs économiques et les entrepreneurs. Dans une économie mondialisée, si un pays connaît un ralentissement, les effets négatifs se répercutent aussi sur les autres. Il faut surtout souhaiter que l'on évite un virage vers le bas, voire une récession, dont les effets seraient graves et pourraient engendrer une nouvelle crise généralisée.

Conscientes de ce risque, les banques centrales ont adopté des politiques qui restent caractérisées par la plus grande prudence, à l'exception de la Fed, qui, indifférente aux critiques de l'Administration américaine, a déclaré vouloir poursuivre le resserrement graduel de sa politique monétaire. Si la BCE a confirmé, d'un côté, la sortie de son programme d'assouplissement quantitatif (*quantitative easing*), de l'autre, elle a annoncé qu'elle maintenait inchangés ses objectifs de taux de change et de taux d'intérêt.

La Suisse: économie et système financier

Côté helvétique, la croissance économique a été supérieure à la moyenne continentale, avec des bienfaits réels sur le taux d'emploi. L'évolution des exportations est positive, celles-ci étant favorisées par la dévaluation moyenne du franc suisse par rapport

à l'année précédente. Les perspectives restent bonnes, bien qu'avec une dynamique affaiblie.

Malgré le choc subi en 2015 à la suite de l'abandon du taux de change plancher et de l'introduction subséquente de taux d'intérêt négatifs, mesure alors jugée provisoire et contingente, et toujours en vigueur quatre ans plus tard, non seulement l'économie n'est pas tombée dans la récession, mais elle a même fait preuve d'une vitalité extraordinaire.

Pour le secteur bancaire, le passage à la nouvelle norme OCDE d'échange automatique de renseignements en matière fiscale, devenue opérationnelle courant 2018, a marqué une évolution importante. Néanmoins, la place financière suisse a été en mesure de maintenir son leadership historique en matière de gestion des patrimoines de la clientèle internationale, même si le changement de paradigme ne s'est pas fait sans douleur. Les établissements actifs dans la banque privée ont été obligés de redéfinir leur modèle commercial, de revoir leur organisation interne et celle de leurs structures commerciales et de revisiter leurs politiques de développement.

Le contexte suisse continue de se distinguer positivement en raison de ses caractéristiques particulières. Nous pensons à la considération dont jouit la Confédération sur le plan international, grâce à la stabilité de son cadre politique et juridique, à la force de sa monnaie, à la présence d'administrations publiques efficaces, à la solidité de son économie et à de nombreux autres facteurs positifs. Avec de pareilles bases et en jouant sur l'innovation et les compétences, le secteur financier peut avancer sans difficultés et s'assurer un avenir à la hauteur de ses traditions. Les problèmes de l'accès aux marchés financiers étrangers restent cependant non résolus. C'est un aspect essentiel, étant donné l'origine étrangère d'une grande partie de notre clientèle. Au sein de l'Union européenne, il faut se référer aux règles fixées par chaque Etat membre, étant donné que la mise en œuvre des directives relève de la compétence de ces derniers.

L'obtention de l'équivalence de cette réglementation, en théorie acquise compte tenu des normes suisses élevées, constitue une autre question fondamentale encore ouverte malgré les efforts consentis.

L'urgence des sujets traités à la table des négociations entre les parties est variable: en Europe, la priorité a été donnée au Brexit et à d'autres questions importantes au sein de l'Union. Les attentes de la Confédération sont passées au second plan.

Pour une économie ouverte telle que l'économie suisse et en raison de sa taille, aucune autre voie que celle des négociations n'est néanmoins envisageable. Avec ces sensibilités, les institutions qui nous représentent ont bougé.

Le secteur immobilier s'est maintenu, dans l'ensemble, en bonne santé. L'attention des autorités compétentes reste dans tous les cas élevée, notamment vis-à-vis du segment des immeubles de rendement. La surchauffe semble être imputable aux investissements massifs des acteurs institutionnels et aussi des particuliers, qui ont comme objectif l'obtention d'un rendement financier supérieur à ce qu'offre le marché mobilier ou qui veulent, du moins, éviter la saignée des taux négatifs.

En confirmant la politique adoptée jusqu'ici, la Banque nationale a mis en garde contre de possibles interventions de soutien. La crédibilité de l'Etablissement est telle que les marchés n'ont pas besoin de «tester» la réalité pour en avoir la confirmation.

L'inflation, en hausse de près de 1%, reste loin du seuil de préoccupation de la Banque centrale.

Evolution de la gestion

L'application d'une politique efficace et cohérente dans les deux principaux secteurs d'activité de la banque de détail et de la banque privée a permis de boucler positivement l'exercice, malgré un contexte défavorable et une concurrence croissante.

Les changements réglementaires et le conditionnement du marché ont également suggéré à notre Etablissement l'adoption d'un nouveau positionnement stratégique. Partis d'une approche généraliste, nous nous sommes orientés petit à petit vers une déclinaison de plus en plus ciblée quant aux segments et domaines d'action afin d'être toujours plus compétitifs et de parvenir à une meilleure rentabilité. Ont donc été orientés dans ce sens les efforts et les investissements, qui ont permis l'obtention de résultats encourageants.

Notre modèle commercial prévoit une offre sur différents canaux, avec l'objectif d'accéder et de répondre aux nouvelles exigences de la clientèle cible. Parmi celles-ci, la présence physique de nos guichets sur le territoire constitue une caractéristique que nous souhaitons maintenir, compte tenu d'une réalité suisse riche en particularités et en différences marquées sur les plans culturel et linguistique, mais aussi économique.

Nos modes de présence et l'organisation de nos ressources ont donc changé. Parallèlement aux structures légères, dotées d'un personnel qualifié, le soutien du siège a été renforcé avec des bureaux spécialisés et au moyen de supports informatiques comportant de nouvelles fonctionnalités de travail.

Pour ce qui est de notre présence géographique, le réseau des guichets a connu des changements limités. Vers la fin de l'exercice ont été décidées la fermeture de l'agence de Samedan (GR), en regroupant le personnel et les activités dans la succursale voisine chef de zone de St Moritz (GR), et l'ouverture à Verbier (VS) d'un bureau de représentation dépendant de la succursale de Martigny (VS).

Notre structure compte donc 18 guichets qui opèrent dans 7 cantons; viennent s'y ajouter l'unité virtuelle de banque directe de Lugano, le bureau de représentation de Verbier et la succursale étrangère de Monaco, située dans la Principauté du même nom.

Les investissements les plus importants ont été effectués dans le secteur de l'informatique, comme les années précédentes, et comme nous pensons que nous devons nous y engager dans les années à venir. La nouvelle procédure de crédits, visant à automatiser les différentes phases de la procédure de proposition – l'analyse, l'octroi et le versement –, a été mise en œuvre, à l'exception de certaines fonctionnalités programmées pour le premier semestre de l'année en cours. Les efforts du personnel concerné, chargé aussi des tâches ordinaires, ont été importants. Les premiers résultats ont

été positifs sur les plans de l'efficacité et de la qualité des processus, avec des effets indirects sur l'atténuation des risques opérationnels. Un autre objectif non négligeable consiste en outre à transmettre au client les bénéfices réalisés, en écourtant les délais de traitement et la décision subséquente.

De nombreux investissements ont été réalisés dans différents domaines, tandis que d'autres sont planifiés sur un horizon de plusieurs années. Des efforts supplémentaires sont demandés à des fins de satisfaction d'exigences réglementaires: nous nous référons à l'entrée en vigueur de la loi sur les services financiers, aux nouvelles réglementations en matière de risques, aux dispositions en matière de reporting et de contrôle du groupe bancaire d'appartenance et à d'autres réglementations dans le cadre de la surveillance bancaire.

Une attention particulière est prêtée au personnel, en tant que ressource indispensable et précieuse. Il est essentiel de disposer de professionnels capables de gérer efficacement des structures adaptées à notre temps. Au front-office, il faut satisfaire pleinement le client, y compris le client le plus exigeant, en apportant une valeur ajoutée à la relation par la rapidité et la capacité de compréhension des différentes demandes et des nécessités bancaires et financières potentielles.

Cela implique un niveau de formation élevé des collaborateurs dans les différentes branches de l'activité bancaire, et c'est ce que nous visons précisément. En outre, il convient de rappeler que chacun perfectionne son professionnalisme, y compris en se confrontant aux collègues d'autres institutions et, même avant, en tirant les enseignements de son expérience opérationnelle. C'est le comportement que nous préconisons à tous.

L'augmentation des collaborateurs dans certains secteurs a été non seulement qualitative, mais aussi quantitative. Dans l'exercice sous revue, le nombre des effectifs a atteint 330 unités (+14 par rapport à l'année précédente): une augmentation importante visant au renforcement de la capacité productive et à l'amélioration de l'offre.

Les dépôts de la clientèle se sont élevés à CHF 4 820 800 000 (-1%), enregistrant une légère baisse en raison de la dévaluation du taux de change des dépôts libellés dans la monnaie européenne et de la perte de valeur de nombreuses catégories d'actifs. Les fonds collectés directement se sont élevés à CHF 3 023 200 000 (+0,5%) et ceux collectés indirectement se sont élevés à CHF 1 797 600 000 (-4%).

Popso (Suisse) Investment Fund, SICAV de droit luxembourgeois dont nous sommes les gestionnaires, également disponible en Italie par l'intermédiaire de notre maison mère, a un patrimoine de CHF 714 800 000 (-7%), lui aussi pénalisé par l'effet du taux de change et des cours des marchés.

La fondation de prévoyance du troisième pilier, *Life Benefit*, affiche un patrimoine de CHF 188 500 000 (-8%), entièrement détenu sous forme liquide. Cette baisse est imputable à la clientèle indépendante (*stand-alone*), tandis que la composante *Premium*, titulaire d'autres services ou produits de la Banque, a présenté des taux de croissance satisfaisants.

Le portefeuille crédits, net de provisions, affiche une augmentation significative, s'établissant à CHF 4 200 700 000 (+7%), dont CHF 3 752 400 000 (+8%) sous forme de crédits hypothécaires, presque entièrement accordés sur des immeubles résidentiels, et CHF 448 300 000 (+3%) en tant qu'autres crédits à la clientèle.

Le refinancement par le biais de la Centrale d'émission d'obligations foncières suisse, *Pfandbriefbank Schweizerischer Hypothekarinstitute AG*, a été augmenté à des conditions avantageuses, grâce à la notation élevée et aux caractéristiques de l'instrument financier, pour atteindre une exposition de CHF 415 400 000 (+17%).

Le *Résultat net des opérations d'intérêts* a bénéficié du volume accru de crédits octroyés et des délais plus favorables pour le renouvellement des opérations passées, et s'élève à CHF 48 862 000 (+13%).

Le *Résultat des opérations de commissions et des prestations de services* est en baisse, à CHF 23 507 000 (-3%). L'évolution des marchés mondiaux, avec des performances négatives pour presque toutes les catégories d'investissement et en raison d'une volatilité élevée, a invité à la prudence. Néanmoins, la composante principale se rapportant aux produits des commissions sur opérations de négoce de titres et de placement a affiché une bonne tenue (-1%).

Le *Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur* est ramené à CHF 20 987 000 (-10%). Les activités ordinaires avec la clientèle ont enregistré un résultat positif, tandis que le produit d'opérations de swap sur devises étrangères a été affecté par des différentiels inférieurs à ce qui était prévu.

Les *Charges d'exploitation* se sont élevées à CHF 69 273 000 (+2%). Parmi celles-ci, les charges de personnel ont été portées à CHF 47 628 000 (+4%), en raison de l'augmentation des effectifs et du recours à des équipes de travail occasionnelles pour le soutien de projets spécifiques. En revanche, les autres charges d'exploitation sont tombées à CHF 21 645 000 (-1%), notamment grâce à des mesures ciblées de rationalisation des coûts.

Après amortissements ordinaires et accélérés et provisions nécessaires, le *Résultat opérationnel* a été porté à CHF 19 971 000 (+8%).

Le *bénéfice de l'exercice* s'élève à CHF 15 152 000 (+7%).

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale le versement intégral du bénéfice sur la *Réserve légale issue du bénéfice*, visé à l'art. 22 des statuts sociaux, à des fins de renforcement supplémentaire des fonds propres et avec pour objectif de poursuivre le développement en cours.

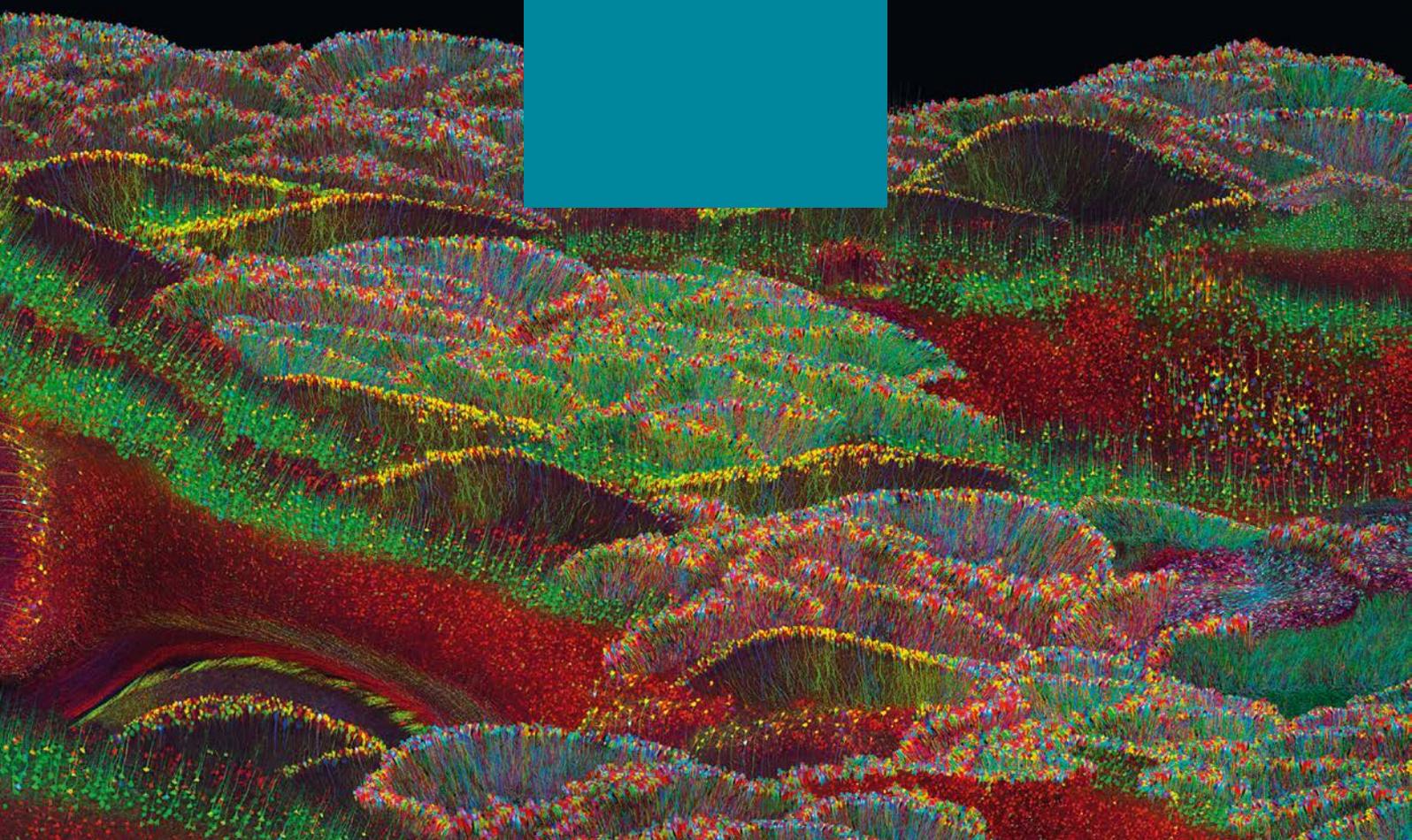
Nous adressons nos remerciements à la clientèle pour sa confiance renouvelée, au personnel pour sa contribution efficace, à la maison mère pour son soutien constant, à l'autorité de contrôle pour son précieux soutien et au cabinet d'audit externe pour sa collaboration professionnelle.

Lugano, le 31 janvier 2019

Le Conseil d'administration



*L'expérience m'a enseigné que l'homme, lorsqu'il souhaite atteindre un objectif,
trouve en lui des ressources inimaginables.*



COMPTE ANNUEL 2018

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018 (COMPARÉ AVEC L'EXERCICE 2017)

ACTIFS

en CHF	Note	2018	2017	Variation
Liquidités		684 933 325	687 288 547	(2 355 222)
Créances sur les banques		120 027 453	283 017 336	(162 989 883)
Créances sur la clientèle	2	448 297 339	436 103 479	12 193 860
Créances hypothécaires	2	3 752 427 668	3 472 727 021	279 700 647
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	4	6 323 849	81 721 702	(75 397 853)
Immobilisations financières	5	52 606 390	60 859 460	(8 253 070)
Comptes de régularisation		7 027 692	6 978 292	49 400
Participations	6, 7	1 190 728	1 190 728	-
Immobilisations corporelles	8	17 148 986	18 310 438	(1 161 452)
Autres actifs	10	23 233 955	31 064 333	(7 830 378)
Total des actifs		5 113 217 385	5 079 261 336	33 956 049
Total des créances subordonnées		-	-	-

PASSIFS

en CHF	Note	2018	2017	Variation
Engagements envers les banques		1 215 361 423	1 296 201 267	(80 839 844)
Engagements résultant des dépôts de la clientèle		3 001 172 064	2 951 841 457	49 330 607
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	4	54 445 995	29 610 703	24 835 292
Obligations de caisse	15	22 052 000	56 772 000	(34 720 000)
Prêts auprès de centrales de lettres de gage	15	415 400 000	354 500 000	60 900 000
Comptes de régularisation		18 617 411	18 111 139	506 272
Autres passifs	10	5 960 773	4 774 365	1 186 408
Provisions	16	3 766 777	6 161 481	(2 394 704)
Réserves pour risques bancaires généraux	16	15 000 000	15 000 000	-
Capital social	17	180 000 000	180 000 000	-
Réserve légale issue du capital		-	-	-
Réserve légale issue du bénéfice		166 288 925	152 079 689	14 209 236
Réserves facultatives issues du bénéfice		-	-	-
Bénéfice de l'exercice		15 152 017	14 209 235	942 782
Total des passifs		5 113 217 385	5 079 261 336	33 956 049
Total des engagements subordonnés		-	-	-

OPÉRATIONS HORS BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018
(COMPARÉ AVEC L'EXERCICE 2017)

en CHF	Note	2018	2017	Variation
Engagements conditionnels	2, 28	224 356 331	187 602 390	36 753 941
Engagements irrévocables	2	19 888 906	21 930 900	(2 041 994)
Instruments financiers dérivés	4	2 706 474 031	2 959 827 062	(253 353 031)
Valeurs de remplacement positives brutes		6 323 849	81 721 702	(75 397 853)
Valeurs de remplacement négatives brutes		54 445 995	29 610 703	24 835 292
Opérations fiduciaires	30	49 371 725	51 823 148	(2 451 423)

COMPTE DE RÉSULTAT POUR L'EXERCICE 2018 (COMPARÉ AVEC L'EXERCICE 2017)

en CHF	Note	2018	2017	Variation
Produits des intérêts:				
- intérêts et escomptes	33	65 232 712	61 410 705	3 822 007
- intérêts et dividendes des immobilisations financières		705 827	625 019	80 808
- intérêts et dividendes des opérations de négoce		-	(26)	26
Charges d'intérêts		(14 893 510)	(17 730 224)	2 836 714
Résultat brut des opérations d'intérêts		51 045 029	44 305 474	6 739 555
Variations des corrections de valeur pour risques de défaillance et pertes liées aux opérations d'intérêts		(2 182 765)	(1 105 440)	(1 077 325)
Résultat net des opérations d'intérêts		48 862 264	43 200 034	5 662 230
Revenus pour commissions:				
- sur les opérations de négoce de titres et les placements		17 797 701	18 021 979	(224 278)
- sur les opérations de crédit		1 859 188	1 978 151	(118 963)
- sur autres prestations de service		6 716 887	7 042 911	(326 024)
Charges de commissions		(2 866 388)	(2 860 155)	(6 233)
Résultat des opérations de commissions et des prestations de service		23 507 388	24 182 886	(675 498)
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	32	20 987 467	23 349 201	(2 361 734)
Résultat des aliénations d'immobilisations financières		1 096 308	(304 460)	1 400 768
Produit des participations		11 374	11 374	-
Résultat des immeubles		147 554	174 156	(26 602)
Autres produits ordinaires		507 315	76 685	430 630
Autres charges ordinaires		(1 055 303)	(819 013)	(236 290)
Autres résultats ordinaires		707 248	(861 258)	1 568 506
Charges de personnel	34	(47 628 431)	(45 842 369)	(1 786 062)
Autres charges d'exploitation	35	(21 644 967)	(21 920 421)	275 454
Charges d'exploitation		(69 273 398)	(67 762 790)	(1 510 608)

COMPTE DE RÉSULTAT POUR L'EXERCICE 2018 (SUITE)

en CHF	Note	2018	2017	Variation
Corrections de valeur sur participations, amortissements sur immobilisations corporelles et valeurs immatérielles	8	(4 857 845)	(6 522 858)	1 665 013
Variations des provisions et autres corrections de valeur, pertes	36	38 028	2 944 876	(2 906 848)
Résultat opérationnel		19 971 152	18 530 091	1 441 061
Produits extraordinaires	36	210 865	543 238	(332 373)
Charges extraordinaires	36	-	(24 094)	24 094
Variations des réserves pour risques bancaires généraux		-	-	-
Impôts	39	(5 030 000)	(4 840 000)	(190 000)
Bénéfice (résultat de la période)		15 152 017	14 209 235	942 782

PROPOSITION DE RÉPARTITION DU BÉNÉFICE DU BILAN (COMPARÉ AVEC L'EXERCICE 2017)

en CHF	Note	2018	2017	Variation
Bénéfice (résultat de la période)		15 152 017	14 209 235	942 782
Bénéfice reporté		-	-	-
Bénéfice au bilan		15 152 017	14 209 235	942 782
Le Conseil d'administration propose d'affecter le bénéfice du bilan au 31 décembre 2018, soit CHF 15 152 017, à la réserve légale issue du bénéfice				
Report à nouveau		-	-	-

TABLEAU DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE 2018 (COMPARÉ AVEC L'EXERCICE 2017)

FLUX EN FONCTION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE

en milliers de CHF	2018		2017	
	Source	Emploi	Source	Emploi
Résultat de la période	15 152	-	14 209	-
Amortissements	4 858	-	6 523	-
Corrections de valeur	-	-	-	-
Provisions	-	2 394	-	1 686
Réserves pour risques bancaires généraux	-	-	-	-
Comptes de régularisation actifs	-	49	-	1 455
Comptes de régularisation passifs	506	-	-	900
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	75 398	-	-	72 747
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	24 835	-	-	37 732
Autres actifs	7 830	-	14 520	-
Autres passifs	1 186	-	756	-
Total flux opérationnel	127 322	-	-	78 512

FLUX DE FONDS DES TRANSACTIONS RELATIVES AUX CAPITAUX PROPRES

Capital social	-	-	-	-
Total flux des transactions relatives aux capitaux propres	-	-	-	-

FLUX DE FONDS DES MUTATIONS DANS L'ACTIF IMMOBILISÉ

Participations	-	-	-	-
Immeubles à l'usage de la banque	-	17	-	31
Autres immobilisations corporelles	154	3 833	2 681	4 315
Valeurs immatérielles	-	-	-	-
Total flux dans l'actif immobilisé	-	3 696	-	1 666

TABLEAU DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE 2018 (SUITE)

FLUX DE FONDS DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

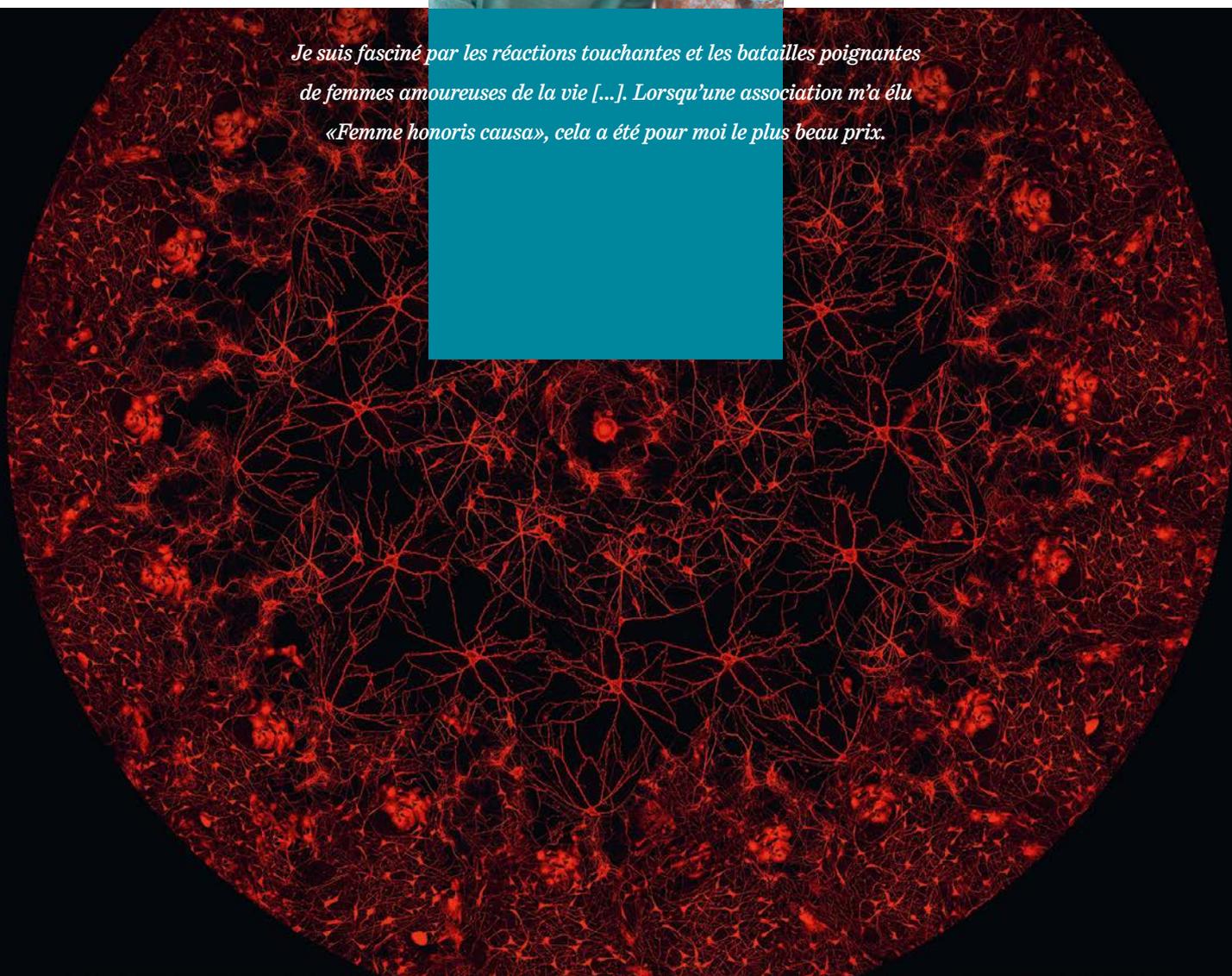
En milliers de CHF	2018		2017	
	Source	Emploi	Source	Emploi
Report	127 322	3 696	-	80 178
Opérations à moyen et long terme (> 1 an)				
Engagements envers des banques	-	706 760	390 570	-
Engagements envers la clientèle	-	-	-	-
Obligations de caisse	-	11 499	-	29 754
Prêts auprès de centrales de lettres de gage	50 900	-	79 600	-
Créances sur la clientèle	16 380	-	-	1 012
Créances hypothécaires	-	134 073	-	185 127
Immobilisations financières	2 196	-	-	5 324
Opérations à court terme				
Engagements envers les banques	625 920	-	-	268 198
Engagements envers la clientèle	49 331	-	-	7 510
Obligations de caisse	-	23 221	-	66 475
Prêts auprès de centrales de lettres de gage	10 000	-	-	-
Créances sur les banques	162 990	-	119 814	-
Créances sur la clientèle	-	28 574	134	-
Créances hypothécaires	-	145 628	428	-
Immobilisations financières	6 057	-	-	4 045
Portefeuilles de titres destinés au négoce	-	-	-	-
Total flux de l'activité bancaire	-	125 981	23 101	-
Flux totaux	127 322	129 677	23 101	80 178
Variation de la liquidité	-	2 355	-	57 077

PRÉSENTATION DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital social	Réserve légale issue du capital	Réserve légale issue du bénéfice	Réserves bancaires pour risques généraux	Parts de capitaux propres	Réserves facultatives issues du bénéfice et bénéfice reporté	Bénéfice de l'exercice	Total
Capitaux propres au 01.01.2018	180 000 000	-	152 079 689	15 000 000	-	-	14 209 235	361 288 924
Attribution du bénéfice annuel de l'exercice 2017	-	-	14 209 235	-	-	-	(14 209 235)	-
Bénéfice de l'exercice	-	-	-	-	-	-	15 152 017	15 152 017
Capitaux propres au 31 décembre 2018 avant attribution du bénéfice de l'exercice 2018	180 000 000	-	166 288 925	15 000 000	-	-	15 152 017	376 440 942



Je suis fasciné par les réactions touchantes et les batailles poignantes de femmes amoureuses de la vie [...]. Lorsqu'une association m'a élu «Femme honoris causa», cela a été pour moi le plus beau prix.



ANNEXE AU COMPTE ANNUEL 2018

1. EXPLICATIONS RELATIVES AUX SECTEURS D'ACTIVITÉ ET INDICATIONS SE RAPPORTANT AU PERSONNEL

La Banca Popolare di Sondrio (SUISSE) SA, banque universelle constituée à Lugano le 3 mai 1995, est principalement active dans la domaine des crédits, de la gestion de fortune et dans le négoce de valeurs mobilières.

Son réseau compte actuellement, outre le siège principal, une agence et un guichet à Lugano, une succursale à St. Moritz avec quatre agences à Poschiavo, Castasegna, Pontresina et un guichet à Celerina, une succursale à Bellinzone avec une agence à Biasca et des succursales à Chiasso, Coire, Bâle, Locarno, Zurich, Berne, Neuchâtel, Martigny avec un bureau de représentation à Verbier et Monaco (Principauté). À la fin de l'exercice, les effectifs globaux s'élèvent à 330 collaborateurs (fin 2017: 316 collaborateurs), ce qui équivaut à 312,4 collaborateurs à temps plein (2017: 301,8).

En septembre 2018, la Banque a externalisé la fonction de messagerie interbancaire nationale et internationale. Dans ce cadre, elle a signé un contrat spécifique avec une société leader du secteur en Suisse.

La Banque ne s'est pas dotée d'un comité d'audit étant donné que les réunions du Conseil d'administration, composé de cinq membres hautement qualifiés dans le domaine bancaire et financier, se suivent à un rythme régulier. Par conséquent, le Conseil proprement dit in corpore peut pleinement subvenir aux obligations qui incomberaient au comité d'audit.

2. PRINCIPES D'ÉTABLISSEMENT ET D'ÉVALUATION DU COMPTE ANNUEL

La tenue, l'établissement et l'évaluation des comptes sont conformes aux normes fixées par l'ordonnance sur les banques et les caisses d'épargne (OB, art. 25 et suivants), et concrétisées dans la circulaire FINMA 2015/1 «Comptabilité banques» du 27 mars 2014 (entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015), selon le «principe du bouclage individuel statutaire avec présentation fiable». Les opérations effectuées par la banque sont enregistrées en vertu du principe de tenue de la comptabilité selon la date valeur. Les opérations au comptant qui, lors de la clôture, n'avaient pas encore été réglées, sont intégrées dans les contrats à terme.

INDICATION DES PRINCIPES COMPTABLES

CRÉANCES SUR LES BANQUES ET SUR LA CLIENTÈLE ET HYPOTHÉCAIRES

Ces postes sont enregistrés à leur valeur nominale, après déduction des correctifs de valeur. Les intérêts correspondants sont calculés pro rata temporis selon le taux d'intérêt contractuel.

Les risques potentiels de perte liés aux créances sur la clientèle et aux créances hypothécaires font l'objet de correctifs de valeur selon un modèle interne de rating. Les correctifs de valeur sur les crédits compromis sont déterminés au cas par cas.

Les intérêts compromis sont traités conformément à la loi. Les intérêts échus qui n'ont pas été encaissés dans les 90 jours suivant la date de leur échéance sont réservés et enregistrés au débit des postes «Créances sur la clientèle» et «Créances hypothécaires».

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les titres du portefeuille de la Banque qui ne sont pas destinés au négoce et les titres de participations qui ne sont pas destinés à être détenus à long terme (titres générant des intérêts ou des dividendes) sont évalués individuellement selon le principe de la valeur la plus basse entre la valeur d'achat et la valeur de marché.

Pour l'estimation des immeubles destinés à la vente, il convient de prendre la valeur la plus basse entre le coût supporté et la valeur de marché.

PARTICIPATIONS

L'évaluation a lieu au cas par cas pour chaque participation selon le coût d'achat, déduction faite des amortissements économiquement nécessaires.

IMMOBILISATIONS MATÉRIELLES

Les immobilisations matérielles sont inscrites au bilan au prix d'achat, déduction faite des amortissements nécessaires du point de vue économique; ces amortissements sont appliqués selon la méthode linéaire et quantifiés en fonction de la durée estimée d'utilisation des objets. Pour les actifs acquis en 2017, l'amortissement accéléré a été appliqué conformément au décret législatif en vigueur du canton du Tessin du 13 novembre 1996 (prorogé par la suite jusqu'au 31 décembre 2019).

	2018	2017
Immeubles de propriété	33.3 ans	33.3 ans
Restructuration de bureau	5 ans	5 ans
Installations	10 ans	10 ans
Mobilier	8 ans	8 ans
Équipement de bureau	5 ans	5 ans
Véhicules	5 ans	5 ans
Hardware	3 ans	3 ans
Software	3 ans	3 ans

ENGAGEMENTS ENVERS LES BANQUES, RÉSULTANT DES DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE, DES OBLIGATIONS DE CAISSE

Les engagements envers les banques, résultant des dépôts de la clientèle et des obligations de caisse, sont évalués à leur valeur nominale.

PRÊTS AUPRÈS DE CENTRALES DE LETTRES DE GAGE ET PRÊTS

Les prêts sont comptabilisés à la valeur nominale; chaque escompte ou prime est amorti sur la durée du prêt, conformément au système de l'«accrual method».

PROVISIONS

Pour tous les risques reconnaissables le jour de la clôture du bilan, des provisions sont estimées de manière fiable sur la base du principe de prudence.

VALEURS DE REMPLACEMENT D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont négociés pour le compte de la clientèle et pour la gestion structurelle du bilan de la Banque (hedging). Les valeurs de remplacement positives et négatives des instruments financiers dérivés générés par la clientèle, ouvertes à la clôture des comptes, sont évaluées à leur juste valeur au prix du marché – ou, si celui-ci est inconnu, à l'aune de méthodes d'estimation et de modèles d'évaluation communément utilisés – et comptabilisées au bilan sous les postes «Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés» ou «Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés». Pour les instruments négociés pour le compte de la clientèle, la variation de la juste valeur est inscrite au «Résultat des opérations de négoce». Les opérations de hedging sont en revanche évaluées sur la base des instruments couverts auxquelles celles-ci se réfèrent. Le résultat de la détermination des valeurs de remplacement est comptabilisé dans le compte de compensation figurant sous les «Autres actifs» ou «Autres passifs», sans effet sur le compte de résultat. Lorsque les opérations de hedging font référence à des produits qui génèrent des intérêts, les variations de la juste valeur sont enregistrées dans le «Résultat d'opérations d'intérêts».

COMPTES DE RÉGULARISATION

Les charges et intérêts courus, les commissions inhérentes à la gestion de fortune, les frais de personnel et les autres coûts/charges de l'exercice sont délimités selon la période concernée.

IMPÔTS

La Banque enregistre une provision pour les impôts communaux, cantonaux et fédéraux, lesquels sont calculés en fonction du résultat de l'exercice conformément aux normes fiscales en vigueur.

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES

Les actifs et les passifs en valeurs étrangères sont convertis au taux de change en vigueur le jour de la clôture du bilan.

Les opérations en valeurs étrangères exécutées au cours de l'année sont converties au taux de change en vigueur le jour de l'année (cours moyen).

Le résultat de l'évaluation est comptabilisé dans le compte de résultat, sous la rubrique «Résultat des activités de négoce». Les contrats à terme (outright) et la partie à terme des swaps sont convertis en utilisant les cours résiduels en vigueur le jour de la clôture du bilan. Le résultat de l'évaluation est comptabilisé dans la rubrique «Résultat des opérations de négoce». Les taux de change de fin d'année utilisés pour les principales devises ont été les suivants: EUR 1,1273 (2017: 1,1707); USD 0,9834 (2017: 0,9735).

CONVERSION DES MONNAIES ÉTRANGÈRES: SUCCURSALE DE MONACO

Les actifs, les passifs et les postes du compte de résultat sont convertis au cours en vigueur le jour de la clôture des comptes. Les différences de change générées par cette conversion figurent donc au compte de résultat, dans les rubriques correspondantes (intérêts, commissions, etc.).

REPURCHASE AGREEMENTS (REPO)

Les titres que la Banque négocie dans le cadre d'opérations Repo ont pour principal objectif de soutenir les activités de financement. Ces opérations sont comptabilisées comme des dépôts avec mise en gage de titres. Les titres demeurent au bilan tandis que le financement figure au passif dans la rubrique «Engagements résultant d'opérations de financement de titres». Le résultat de ces opérations apparaît dans le «Résultat des opérations d'intérêts».

SWAPS DE TAUX D'INTÉRÊT (IRS)

Les produits et les charges liés à ces contrats sont comptabilisés dans le compte de résultat, sous «Résultat des opérations d'intérêts». Les valeurs de remplacement positives et négatives des opérations en cours sont déterminées semestriellement. L'écart généré est placé dans un compte de compensation sous la rubrique «Autres actifs» ou «Autres passifs», sans effet sur le compte de résultat, car il s'agit d'opérations de couverture (hedging); les intérêts courus sont enregistrés dans les comptes transitoires.

ENGAGEMENTS ENVERS LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE DE LA BANQUE

N'ayant pas de propre institution de prévoyance professionnelle, la Banque en confie la gestion à une compagnie d'assurances privée externe (la Fondation collective LPP de Swiss Life). À cet effet, deux plans de prévoyance ont été souscrits: le premier pour tous les employés, et le deuxième pour les membres de la Direction. La couverture des risques est décrite dans l'annexe au compte annuel. Les fonds de pension sont calculés selon le système de la primauté des cotisations. Les engagements de la Banque sont donc limités au paiement des cotisations prévues par les plans de prévoyance, calculés par la compagnie externe et comptabilisés sous la rubrique «Charges de personnel», au poste «Prestations sociales». Il n'existe aucun engagement économique ni avantage économique au sens de la Swiss GAAP RPC 16.

MODIFICATION DES PRINCIPES COMPTABLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION

En 2018, les principes comptables de présentation du compte annuel et d'évaluation n'ont pas été modifiés par rapport à 2017.

ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS SURVENUS APRES LA DATE DE CLÔTURE

Après la date de clôture des comptes, aucun événement significatif susceptible de figurer dans le compte annuel n'est survenu.

GESTION DES RISQUES

Le Conseil d'administration a effectué une analyse des risques principaux auxquels la Banca Popolare di Sondrio (SUISSE) SA est exposée. Cette analyse est basée sur les données et les contrôles de gestion mis en place par la Banque en matière de gestion des risques selon la description ci-après, ainsi que sur une réflexion quant aux risques auxquels la Banque pourrait être exposée à l'avenir. Au cours de son analyse des risques, le Conseil d'administration a tenu compte du système de contrôle mis en place, qui a pour but la gestion et la réduction des risques.

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA GESTION DES RISQUES

La politique de la Banque reflète celle de la maison-mère, qui exerce ses fonctions d'orientation et de coordination au niveau du Groupe. La gestion des risques fait partie intégrante de la politique d'entreprise de la Banque.

Elle a pour but de préserver les fonds propres de la Banque, de favoriser la rentabilité et de valoriser l'entreprise.

La stratégie, les objectifs et les règlements internes de la Banque – qui s'ajoutent aux normes juridiques et déontologiques régissant l'activité bancaire en Suisse – constituent la base de sa politique dans ce domaine, que sous-tend sa volonté de n'assumer certains risques qu'en proportion stricte de sa structure organisationnelle, patrimoniale et financière. La Banque s'engage à diffuser, à tous les niveaux de l'organisation, une culture d'entreprise sensible au concept du risque.

Le Conseil d'administration a mis à jour, en février 2018, le «Cadre de tolérance au risque». Ce document détermine la propension au risque et la tolérance au risque de la banque en l'enrichissant également d'indicateurs quantitatifs de référence dans les différentes catégories.

L'identification des risques et leur intégration dans les systèmes de gestion, de contrôle et de reporting sont soumis à l'autorité de la Direction générale, qui en informe le Conseil d'administration.

Le président de la Direction générale s'appuie, pour la surveillance et l'application de la politique de risque financier, sur le Comité Risques, dont les fonctions sont décrites dans les règlements internes.

En application de la circulaire FINMA 2017/1 «Corporate Governance – Banques», la Banque s'est dotée d'un service chargé de la surveillance, de l'évaluation et de l'analyse des risques pris par la Banque et du contrôle de la mise en œuvre de la politique des risques, des limites de risque et du respect des dispositions internes.

TYPES DE RISQUE CARACTÉRISTIQUES DE L'ACTIVITÉ DE LA BANQUE

Les risques se subdivisent en risques de crédit, de marché, d'exploitation, de liquidités, stratégiques et de réputation.

RISQUES DE CRÉDIT

Il s'agit du risque de subir des pertes en raison du non-respect par une contrepartie de ses obligations contractuelles. Le risque de crédit comprend le risque de contrepartie, de concentration et de pays.

En cas d'insolvabilité d'une contrepartie, une banque encourt généralement une perte équivalant au montant dû par le débiteur, après recouvrement résultant de la liquidation des éventuelles garanties fournies.

L'exposition de la Banque est liée essentiellement à l'activité de crédit réalisée avec la clientèle. La Banque octroie principalement des prêts hypothécaires, constitués surtout de prêts dans le secteur de la construction de logements, ainsi que de crédits lombards et de crédits commerciaux.

Les crédits à l'étranger sont effectués par la succursale de Monaco et ne représentent qu'une partie marginale des crédits octroyés. Dans le cadre des crédits garantis, des marges d'anticipation prudentes sont fixées. Pour les crédits lombards, celles-ci sont établies en fonction de la typologie et de la valeur du marché des actifs mis en gage, tandis que pour les crédits hypothécaires, la marge est fixée en fonction de la valeur vénale de l'immeuble, fixée au moyen d'une expertise appropriée (interne ou externe) ou de la valeur de rendement ainsi que du type d'immeuble. Les expertises sont régulièrement révisées, à une cadence de deux à dix ans selon la typologie de l'immeuble ou du fond et de la marge d'anticipation.

L'évaluation du risque de crédit est effectuée selon une méthode qui prévoit une classification de la clientèle en 10 catégories de risque (risque de défaillance ou probabilité d'insolvabilité où la note 1 représente le risque le plus bas et la note 8 le risque le plus élevé) ainsi que l'établissement du taux de recouvrement (recovery rate) des garanties constituées. La catégorie de risque est attribuée par un organisme interne indépendant des services responsables de l'acquisition et de la vente; elle se fonde sur des paramètres qui sont fixés par la réglementation interne de la Banque et différencient la clientèle privée, pour laquelle les critères sont simplifiés, de la clientèle institutionnelle, qui est soumise à des évaluations quantitatives (analyse de bilan), qualitatives et de la marche des affaires. Les taux de recouvrement sont établis sur une base forfaitaire, en fonction du type de garanties constituées (hypothécaires, lombard ou en blanc) et du niveau d'anticipation.

L'évaluation du risque est mise à jour au moyen de contrôles réguliers, dans le cadre de la révision des dossiers ou du contrôle du service régulier de la dette, ce qui peut donner lieu à des variations de notation ou de taux de recouvrement.

Concernant le risque de crédit, la Direction générale est autorisée à réviser, périodiquement ou si nécessaire, les paramètres s'appliquant au calcul des corrections de valeur correspondantes.

Les corrections de valeur économiquement nécessaires pour faire face au risque de crédit sont calculées sur une base forfaitaire par classe de notation, à l'aide d'une procédure informatique conçue à cet effet, qui additionne toutes les positions de risque pondérées selon les taux de défaillance et les taux de recouvrement correspondants. Néanmoins, tant pour les créances en souffrance que pour les créances compromises, des provisions individuelles sont constituées. Elles tiennent compte de la valeur de réalisation estimée des garanties.

La Banque opère avec les plus grandes contreparties, sélectionnées sur la base de critères qualitatifs bien précis.

Pour atténuer le risque de concentration de crédit relatif aux investissements financiers, elle procède à une répartition équitable des risques par une diversification appropriée des investissements.

Le risque de crédit relatif au pays couvre l'ensemble des risques liés à la réalisation d'investissements dans un pays étranger. Il est essentiellement basé sur le domicile de risque.

RISQUES DU MARCHÉ (COURS, TAUX, CHANGE)

Par risques du marché, on entend le risque de pertes résultant de fluctuations de la valeur d'une position à la suite d'une modification des facteurs qui en déterminent le prix, tels que le cours des actions ou des matières premières, du change et des taux d'intérêt.

Le risque de cours, défini comme la variation imprévisible du prix des valeurs mobilières, est assumé par la Banque de manière prudentielle et dans une optique d'investissement à long terme plutôt que de négociation au sens strict.

Le risque de taux résulte principalement d'une non-concordance temporelle entre les opérations de collecte et d'emploi des fonds. Pour couvrir des expositions importantes à moyen et long terme, on procède si nécessaire à des opérations de swaps de taux d'intérêt (IRS) (macro hedge) avec la maison-mère uniquement. Ces opérations de couverture (hedging) sont mises en place afin de compenser les risques de mouvement de taux sur le refinancement des contrats de crédit avec la clientèle effectué à taux fixe et ayant une échéance à moyen et à long terme. La Banque agit dans ce domaine comme Swap payeur, en payant la part fixe à la maison-mère et en recevant en contrepartie la part variable (sur base Libor).

La Banque reçoit de la maison-mère une synthèse des tests d'efficacité des swaps de taux d'intérêt en cours. Les critères d'efficacité utilisés sont ceux que préconise la norme internationale IAS 39. Il est déterminé si le rapport de couverture s'inspire des normes en termes d'efficacité, conformément aux dispositions en matière de comptabilité de couverture figurant dans la circulaire FINMA 2015/1 «Comptabilité banques». En particulier, dès le début de la relation de couverture, tant les stratégies de gestion des risques fondamentales et à long terme que les objectifs de gestion qui en découlent et qui doivent être respectés dans l'établissement de la relation de couverture sont documentés. La corrélation économique entre l'opération de base et l'opération de couverture est également vérifiée.

L'exposition au risque de change de la Banque est limitée dans la mesure où les opérations dans ce domaine sont presque exclusivement effectuées en fonction des besoins et pour le compte de la clientèle.

Afin de minimiser les risques résiduels, des plafonds prudents d'exposition maximale ont été fixés. Les positions non couvertes individuellement sont donc gérées quotidiennement par la trésorerie.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Il est défini comme le risque de pertes directes et indirectes résultant d'erreurs ou de l'inadéquation des processus internes, pouvant être imputées soit aux ressources humaines, soit aux systèmes technologiques, soit à des événements extérieurs.

L'exposition au risque est limitée grâce à l'introduction d'un système de contrôle de gestion et à la création d'une équipe de responsables chargée de vérifier l'application des législations et procédures applicables.

Afin de garantir la sécurité informatique, la Banque a constitué un réseau de contrôle en profitant de l'expérience de sociétés externes spécialisées.

RISQUES DE LIQUIDITÉ ET DE REFINANCEMENT

Le risque de liquidité fait référence à la capacité d'approvisionnement sur le marché et au risque de ne pouvoir tenir ses engagements de paiement et de ne pas être en mesure de vendre un titre ou de le vendre à un prix proche de celui du marché.

Le refinancement de la Banque provient de fonds propres, des avoirs déposés à la Banque par les clients, de la maison-mère et de dépôts d'autres intermédiaires financiers.

Afin de minimiser les coûts de refinancement, la Banque effectue des opérations Repo avec d'autres institutions bancaires.

Les informations relatives aux capitaux propres et aux liquidités selon la circulaire FINMA 2016/1 «Publication – banque» sont publiées séparément sur le site de la Banque.

RISQUES LÉGAUX

Ils sont définis comme les risques de pertes liées à d'éventuelles procédures légales.

Dans le but d'éviter les risques, la Banque réglemente ses propres activités, en particulier celles qui sont susceptibles d'avoir un impact sur l'extérieur, dans le respect des normes légales et déontologiques en vigueur dans le milieu bancaire et en garantissant la compréhension et la transparence des dispositions opérationnelles et contractuelles pour sa clientèle.

La fonction de service juridique est assurée par un service de la Banque qui peut prendre conseil auprès de bureaux externes spécialisés dans des cadres ou des zones géographiques déterminés.

RISQUES DE RÉPUTATION ET DE CONFORMITÉ

La Banque limite son exposition en investissant d'une part dans la formation et la sensibilisation du personnel en contact direct avec la clientèle (devoir de diligence, de confidentialité et de prévention en matière de blanchiment d'argent), et d'autre part en procédant à une sélection rigoureuse des marchés de référence.

En ce qui concerne l'activité de conformité, destinée à assurer le respect de la réglementation en vigueur, la Banque dispose d'un système de contrôle fondé sur des procédures internes de vérification. Cette fonction est confiée à un service interne de la Banque, distinct des unités opérationnelles.

POLITIQUE DE LA BANQUE EN MATIÈRE D'UTILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments dérivés sont en partie détenus pour le compte des clients et couverts par des opérations similaires avec des contreparties bancaires. Pour la gestion structurelle du bilan, la Banque a réalisé des opérations de couverture du risque de taux d'intérêt en utilisant des swaps de taux d'intérêt.

INFORMATIONS SUR LA CORPORATE GOVERNANCE

Conformément à l'annexe 5 de la circulaire FINMA 2016/1, les informations relatives à la corporate governance sont disponibles sur le site Internet de la Banque.



*Je suis optimiste pour l'avenir, les jeunes chercheurs ont un espace de recherche gigantesque. [...]
Quand on me dit «vous êtes un homme à succès», je dis «je ne suis pas un homme sans succès».
Ce que je devais atteindre n'a pas été atteint. [...] Mais cela viendra.*

1. RÉPARTITION DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DE TITRES (ACTIVES ET PASSIVES)

Non applicable.

2. PRÉSENTATION DES COUVERTURES DES CRÉANCES ET DES OPÉRATIONS HORS BILAN AINSI QUE DES CRÉANCES COMPROMISES

en CHF

	Nature des couvertures			Total
	Garanties hypothécaires	Autres garanties	En blanc	
Prêts				
Créances sur la clientèle	199 821 793	220 565 036	49 428 578	469 815 407
Créances hypothécaires				
Immeubles d'habitation	3 511 091 022	-	-	3 511 091 022
Immeubles de bureau et commerciaux	240 400 273	-	-	240 400 273
Immeubles artisanaux et industriels	17 110 394	-	-	17 110 394
Autres	-	-	-	-
Total des prêts (avant compensation avec les corrections de valeur - voir tableau 16) au 31.12.2018	3 968 423 482	220 565 036	49 428 578	4 238 417 095
Total au 31.12.2017	3 655 740 149	236 198 718	53 507 685	3 945 446 551
Total des prêts (après compensation avec les corrections de valeur) au 31.12.2018				
Total au 31.12.2018	3 950 130 327	220 148 582	30 446 099	4 200 725 007
Total au 31.12.2017	3 638 572 529	235 709 729	34 548 242	3 908 830 500
Hors bilan				
Engagements conditionnels	1 972 191	190 092 422	32 265 897	224 330 510
Engagements irrévocables	6 015 086	362 243	13 465 535	19 842 865
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	-	-	-	-
Total au 31.12.2018	7 987 277	190 454 665	45 731 432	244 173 374
Total au 31.12.2017	9 201 774	141 798 629	58 532 887	209 533 290
Créances compromises				
	Montant brut	Valeur estimée de réalisation des sûretés	Montant net	Corrections de valeur individuelles
Total au 31.12.2018	39 823 533	15 322 740	24 500 793	24 500 793
Total au 31.12.2017	31 548 203	10 903 280	20 644 923	20 644 923

3. RÉPARTITION DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DES AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR (ACTIFS ET PASSIFS)

Non applicable.

4. PRÉSENTATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS (ACTIFS ET PASSIFS)

en CHF	Instruments de négoce			Instruments de couverture		
	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes contractuels	Valeurs de remplacement positives	Valeurs de remplacement négatives	Volumes contractuels
Instruments de taux						
Contrats à terme, FRAS	-	-	-	-	-	-
Swaps - IRS	-	-	-	-	18 536 515	465 200 000
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (exchange traded)	-	-	-	-	-	-
Devises/Métaux précieux						
Contrats à terme	5 949 999	35 535 630	2 209 360 211	-	-	-
Swaps combinés d'intérêts et de devises	-	-	-	-	-	-
Futures	5 098	5 098	2 848 929	-	-	-
Options (OTC)	21 411	21 411	2 300 922	-	-	-
Options (exchange traded)	9 513	9 513	1 696 193	-	-	-
Titres de participation/indices						
Contrats à terme	-	-	-	-	-	-
Swaps	-	-	-	-	-	-
Futures	252 201	252 201	12 730 091	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (exchange traded)	84 887	84 887	6 868 410	-	-	-
Dérivés de crédit						
Credit default swaps	-	-	-	-	-	-
Total return swaps	-	-	-	-	-	-
First to default swaps	-	-	-	-	-	-
Autres dérivés de crédit	-	-	-	-	-	-
Divers						
Contrats à terme	-	-	4 758 571	-	-	-
Swaps	-	-	-	-	-	-
Futures	-	-	-	-	-	-
Options (OTC)	-	-	-	-	-	-
Options (exchange-traded)	739	739	710 705	-	-	-
Total avant impact des contrats de netting						
Total au 31.12.2018	6 323 849	35 909 480	2 241 274 031	-	18 536 515	465 200 000
Total au 31.12.2017	81 721 702	3 641 206	2 311 627 062	-	25 969 497	648 200 000

4. (SUITE)

en CHF

Total après prise en compte des contrats de netting

	Valeurs de remplacement positives cumulées	Valeurs de remplacement négatives cumulées
Total au 31.12.2018	6 323 849	54 445 995
Total au 31.12.2017	81 721 702	29 610 703

La Banque n'a pas conclu de contrats de netting.

Répartition selon les contreparties

	Instances centrales de clearing	Banques et négociants en valeur mobilières	Autres clients
Valeurs de remplacement positives (après prise en compte des contrats de netting) au 31.12.2018	-	4 802 772	1 521 077

En ce qui concerne les contrats IRS de couverture, les critères internes d'efficacité, tels que décrits dans la section «Gestion des risques» correspondent aux critères définis par la maison-mère.

Les éventuelles parts inefficaces relatives à des transactions de couverture sont comptabilisées dans le «Résultat des activités de négoce». Concernant les valeurs de remplacement sur les «Contrats à terme» sur devises, celles-ci découlent principalement d'opérations de swap sur devises effectuées sans risque de change pour la Banque.

Dans les «Contrats à terme» du poste «Autres» figurent les opérations au comptant conclues avant le 31 décembre 2018, qui n'avaient pas été réglées, conformément au principe de la comptabilité selon la date de valeur.

5. RÉPARTITION DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

en CHF	Valeur comptable		Juste valeur	
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Titres de créance	38 495 803	38 130 596	39 135 129	38 293 726
dont:				
propres emprunts obligataires et obligations de caisse	-	-	-	-
destinés à être conservés jusqu'à l'échéance	-	-	-	-
portés au bilan selon le principe de la valeur la plus basse	38 495 803	38 130 596	39 135 129	38 293 726
Titres de participation	1 748 587	4 078 864	1 748 587	4 412 306
dont:				
participations qualifiées	-	-	-	-
Obligations de caisse (valeur d'acquisition)	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000
Métaux précieux	-	-	-	-
Immeubles	10 362 000	16 650 000	12 624 000	16 650 000
Total des immobilisations financières	52 606 390	60 859 460	55 507 716	61 356 032
dont:				
titres admis en pension selon les prescriptions en matière de liquidités	13 153 053	12 786 713	-	-

Répartition des contreparties selon la notation au 31.12.2018	De AAA à AA-	De A+ à A-	De BBB+ à BBB-	De BB + à B-	Inférieur à B-	Sans notation
Titres de créance						
Valeurs comptables	38 495 803	-	-	-	-	-
Titres de participation						
Valeurs comptables	-	-	-	58 932	-	1 689 655

6. PRÉSENTATION DES PARTICIPATIONS

en CHF

	Valeur d'acqui- sition	Corrections de valeur cumulées et adap- tations de valeur (mise en équiva- lence)	Valeur comptable à la fin de l'année précédente	Change- ments d'affec- tations	Invés- tisse- ment	Désinves- tisse- ment	Corrections de valeur	Adaptations de valeur en cas de mise en équivalence / reprises d'amortis- sements	Valeur comptable	Valeur de marché
Autres participations										
avec valeur boursière	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sans valeur boursière	1 190 728	-	1 190 728	-	-	-	-	-	1 190 728	N/A
Total	1 190 728	-	1 190 728	-	-	-	-	-	1 190 728	N/A

7. INDICATION DES ENTREPRISES DANS LESQUELLES LA BANQUE DÉTIENT UNE PARTICIPATION PERMANENTE SIGNIFICATIVE, DIRECTE OU INDIRECTE

Raison sociale et siège	Activité	Capital social	Part au capital	Part aux voix	Détention directe	Détention indirecte
Sofipo SA en liquidation - Lugano	Service fiduciaire	2 000 000	30%	30%	600 000	-
Pfandbriefbank - Zurigo	Établissement de crédit	900 000 000	0.06%	0.06%	517 000	-

En ce qui concerne la participation Sofipo, le capital social a été libéré à 100%.

Conformément aux dispositions de l'art. 34 OB, il n'y a aucune obligation d'établir des comptes consolidés au 31 décembre 2018.

Les coûts de l'acquisition de la participation «Pfandbriefbank – Zurich» s'élèvent à CHF 590 728.

8. PRÉSENTATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

en CHF

Année de référence

	Valeur d'acqui- sition	Amortis- sements cumulés	Valeur comptable au 31.12.2017	Change- ments d'affectation	Investis- sements	Désinvestis- sements	Amortis- sements	Reprises	Valeur comptable au 31.12.2018
Immobilisations corporelles									
Immeuble à l'usage de la Banque	22 384 167	(9 515 378)	12 868 789	-	17 156	-	(614 142)	-	12 271 803
Autres immeubles	276 660	(122 660)	154 000	-	-	(154 000)	-	-	-
Software acquis séparément ou développés en interne	43 655 281	(42 179 260)	1 476 021	-	2 616 001	-	(2 747 984)	-	1 344 038
Autres immobilisations corporelles	80 767 233	(76 955 605)	3 811 628	-	1 217 236	-	(1 495 719)	-	3 533 145
Total	147 083 341	(128 772 903)	18 310 438	-	3 850 393	(154 000)	(4 857 845)	-	17 148 986

Insurance value

Immeuble à l'usage de la Banque	-	-	17 190 200	-	-	-	-	-	17 144 100
Autres immobilisations corporelles	-	-	32 662 000	-	-	-	-	-	36 162 000

9. PRÉSENTATION DES VALEURS IMMATÉRIELLES

Non applicable.

10. RÉPARTITION DES AUTRES ACTIFS ET DES AUTRES PASSIFS

in CHF

	Autres actifs		
	31.12.2018	31.12.2017	Variation
Compte de compensation	18 536 515	25 969 497	(7 432 982)
Administration fédérale des contributions	1 500 840	1 807 216	(306 376)
Fournisseurs	-	-	-
Autres	3 196 600	3 287 620	(91 020)
Total	23 233 955	31 064 333	(7 830 378)

	Autres passifs		
	31.12.2018	31.12.2017	Variation
Administration fédérale des contributions	661 366	1 051 670	(390 304)
Fournisseurs	2 684 835	2 499 932	184 903
Autres	2 614 572	1 222 763	1 391 809
Total	5 960 773	4 774 365	1 186 408

11. INDICATION DES ACTIFS MIS EN GAGE OU CÉDÉS EN GARANTIE DE PROPRES ENGAGEMENTS AINSI QUE DES ACTIFS QUI FONT L'OBJET D'UNE RÉSERVE DE PROPRIÉTÉ AU 31.12.2018

en CHF

Actifs mis en gage/cédés	Valeurs comptables	Engagements effectifs
Créances hypothécaires en garantie de prêts auprès de centrales de lettres de gage	1 002 069 177	415 400 000
Titres en garantie à la BNS	4 925 919	Aucun engagement
Titres en garantie à la SIX SIS	5 254 696	Aucun engagement
Opérations REPO réalisées sur des titres	-	-
Titres de créance (immobilisations financières) mis en garantie pour des opérations REPO	2 972 438	-
Actifs sous réserve de propriété	-	-

12. INDICATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS PROPRES ENVERS LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE, AINSI QUE NOMBRE ET TYPE D'INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES DE LA BANQUE DÉTENUS PAR CES INSTITUTS

Non applicable.

13. ENGAGEMENTS ENVERS LES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE PROFESSIONNELLE

En matière de prévoyance, la Banque a assuré tous ses collaborateurs auprès de la Fondation collective LPP de Swiss Life à l'aide de deux plans de prévoyance, tous deux régis selon le système de la primauté des cotisations:

- sont assurés sous le premier plan tous les salariés, y compris les membres de la Direction, avec un salaire annuel AVS pour un maximum de 500% de la rente de vieillesse AVS maximale (catégorie base). Les membres de la Direction ayant une ancienneté de service de trois ans et âgés de 40 ans ou plus sont assurés avec un salaire annuel AVS pour un maximum de 500% de la rente AVS maximale (catégorie Direction).
- sont assurés sous le second plan tous les salariés, y compris les membres de la Direction, pour la partie du salaire annuel AVS supérieure au maximum de 500% de la rente de vieillesse AVS maximale (catégorie base). Les membres de la Direction ayant une ancienneté de service de trois ans et âgés de 40 ans ou plus sont assurés pour la partie de salaire annuel AVS supérieure au maximum de 500% de la rente AVS maximale (catégorie Direction).

Pour ces deux plans, le montant de la rente de vieillesse dépend du capital vieillesse disponible à l'âge de la retraite et du taux de conversion du capital en rente, selon le tarif pour les assurances collectives.

Il est également prévu un capital en cas de décès, ainsi qu'une rente en cas d'invalidité, de veuvage, pour les orphelins et les enfants des retraités. L'employé verse une cotisation correspondant à environ un tiers tandis que la Banque finance les deux tiers restants nécessaires au financement de ce plan.

Toutes les obligations en matière de prévoyance de l'institution de prévoyance sont entièrement et constamment couvertes par la compagnie d'assurances. Pour la Banque, il ne subsiste aucun engagement ni bénéfice économique.

a) Réserve de contributions de l'employeur

	Valeur nominale à la fin de l'exercice 2018	Renonciation d'utilisation à la fin de l'exercice 2018	Montant net à la fin de l'exercice 2018	Montant net à la fin de l'exercice 2017	Influence de la RCE sur les charges de personnel à la fin de l'exercice 2018	Influence de la RCE sur les charges de personnel à la fin de l'exercice 2017
Fonds patronaux/ institutions de prévoyance	-	-	-	-	-	-
Institutions de prévoyance	-	-	-	-	-	-

b) Présentation de l'avantage/engagement économique et des charges de prévoyance

	Excédent/ insuffisance de couverture à la fin de l'exercice 2018	Part économique de la banque/ du groupe financier à la fin de l'exercice 2018	Part économique de la banque/ du groupe financier à la fin de l'exercice 2017	Modification de la part économique par rapport à l'année précédente (avantage/ engagement économique)	Cotisations payées pour l'année de référence	Charges de prévoyance dans les charges de personnel à la fin de l'exercice 2018	Charges de prévoyance dans les charges de personnel à la fin de l'exercice 2017
Plans de prévoyance sans excédent ni insuffisance	-	-	-	-	-	5 436 117	5 137 059

14. PRÉSENTATION DES PRODUITS STRUCTURÉS EMIS

Non applicable.

15. PRÉSENTATION DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET DES EMPRUNTS À CONVERSION OBLIGATOIRE EN COURS

en milliers de CHF

Échéances	Prêts auprès de centrales de lettres de gage									Emprunts obligataires		Total général		
	Taux									31.12.18	31.12.17	31.12.18	31.12.17	
Année	0.050	0.175	0.300	0.425	0.550	0.675	0.800	1.050	1.425					
2019	-	10 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10 000	10 000
2020	20 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20 000	20 000
2021	20 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	20 000	20 000
2022	17 400	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	17 400	12 400
2023	-	20 000	-	-	-	-	-	10 000	-	-	-	-	30 000	30 000
2024	-	15 000	-	-	-	-	20 000	-	5 000	-	-	-	40 000	20 000
2025	-	13 500	-	10 000	20 000	22 200	-	-	-	-	-	-	65 700	65 700
2026	-	-	25 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 000	20 000
2027	-	5 600	5 000	4 000	-	-	-	-	-	-	-	-	14 600	5 600
2028	-	13 600	-	6 500	39 700	6 900	-	-	-	-	-	-	66 700	54 800
2029	-	-	-	-	20 000	-	-	-	-	-	-	-	20 000	15 000
2030	-	-	-	20 000	-	-	-	-	-	-	-	-	20 000	20 000
2031	-	-	-	-	-	10 000	-	-	-	-	-	-	10 000	10 000
2032	-	15 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	15 000	15 000
2033	-	-	-	-	-	10 000	-	-	-	-	-	-	10 000	10 000
2034	-	-	-	-	-	-	5 000	-	-	-	-	-	5 000	-
2035	-	-	-	-	-	5 000	-	-	-	-	-	-	5 000	5 000
2038	-	-	10 000	-	-	-	1 000	-	-	-	-	-	11 000	11 000
2039	-	-	-	5 000	-	5 000	-	-	-	-	-	-	10 000	10 000
Total	57 400	92 700	40 000	45 500	79 700	59 100	26 000	10 000	5 000	-	-	-	415 400	354 500

15. (SUITE)

en milliers de CHF

Obligations de caisse en circulation au 31.12.2018

Taux	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
0.000%	10 000	5 000								15 000
0.010%	800									800
0.050%	515	120	100							735
0.100%		150	30	40	30					250
0.200%	140	360			10	50				560
0.250%			100							100
0.300%				180				50	40	270
0.500%		20								20
0.550%	175									175
0.750%	85									85
1.000%	245	1 472	85							1 802
1.100%			150							150
1.125%		115	45							160
1.250%			220	190						410
1.375%	20			230	90	106	10			456
1.500%		136								136
1.625%	50	125	30							205
1.750%		50								50
2.125%			4							4
2.250%	15	10								25
2.375%			65							65
2.500%	246	10	250							506
2.625%	88									88
Total	12 379	7 568	1 079	640	130	156	10	50	40	22 052

16. PRÉSENTATION DES CORRECTIONS DE VALEUR, DES PROVISIONS ET DES RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX AINSI QUE DE LEURS VARIATIONS DURANT L'EXERCICE DE RÉFÉRENCE

en CHF	Etat au 31.12.2017	Utilisations conformes au but	Modifica- tion de l'affectation	Différences de change	Intérêts en souffrance, recouvre- ments	Nouvelle constitution à charge du compte de résultat	Dissolution au profit du compte de résultat	Etat au 31.12.2018
Provisions pour impôts latents	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour engagements de prévoyance	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions pour opérations hors bilan	483 210	-	-	-	-	-	(156 892)	326 318
Provisions pour autres risques d'exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions de restructurations	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres provisions	5 678 271	(67 124)	(2 062 000)	-	-	796 460	(905 148)	3 440 459
Total des provisions	6 161 481	(67 124)	(2 062 000)	-	-	796 460	(1 062 040)	3 766 777
Réserves pour risques bancaires généraux	15 000 000	-	-	-	-	-	-	15 000 000
Corrections de valeur pour risques de défaillance et risques-pays (déduction des créances du bilan)	36 616 051	(801 022)	(200 000)	(146 243)	(3 149 896)	5 594 717	(221 518)	37 692 089
dont:								
Corrections de valeur pour les risques de défaillance des créances compromises	20 642 901	(801 022)	(100 000)	128 638	(678 073)	5 588 026	(22 401)	24 500 793
Corrections de valeur pour les risques latents	-	-	-	-	-	-	-	-

Les «Réserves pour risques bancaires généraux» ne sont pas imposées.

La position «Autres provisions» est essentiellement composée de provisions pour litiges.

17. PRÉSENTATION DU CAPITAL SOCIAL

en CHF

	Année de référence			Année précédente		
	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende	Valeur nominale totale	Nombre de titres	Capital donnant droit au dividende
Capital social	180 000 000	1 800 000	180 000 000	180 000 000	1 800 000	180 000 000

Le capital social est entièrement libéré.

La Banca Popolare di Sondrio Scpa, Sondrio (Italie) détient 100% du capital-actions et des droits de vote.

La Banca Popolare di Sondrio, Sondrio (Italie), est une société coopérative par actions et, à ce titre, est soumise à une réglementation spécifique en ce qui concerne son actionariat. Selon les dispositions légales, aucun actionnaire ne peut détenir plus de 0,5% du capital social; pour l'inscription au registre des membres, la clause de consentement est indispensable. Chaque membre a droit à une voix à l'assemblée, indépendamment de la participation qu'il détient. Ses titres sont cotés au Marché télématique des actions (MTA) de la Bourse de Milan.

18. NOMBRE ET VALEUR DE DROITS DE PARTICIPATION OU DES OPTIONS SUR DE TELS DROITS ACCORDÉS À TOUS LES MEMBRES DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION AINSI QU'AUX COLLABORATEURS, ET INDICATIONS CONCERNANT D'ÉVENTUELS PLANS DE PARTICIPATION DES COLLABORATEURS

	Nombre		Valeur en CHF		Nombre		Valeur en CHF	
	des droits de participation		des droits de participation		d'options		des options	
	dans Banca Popolare di Sondrio Scpa, Italie		dans Banca Popolare di Sondrio Scpa, Italie					
	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017	31.12.2018	31.12.2017
Membres du Conseil d'administration	-	-	-	-	-	-	-	-
Membres de la Direction générale	19 953	15 609	58 932	53 915	-	-	-	-
Collaborateurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	19 953	15 609	58 932	53 915	-	-	-	-

Indications relatives au plan de participation

Dès lors qu'elle dépasse le seuil défini comme adéquat par le Conseil d'administration en termes tant de montant que d'impact sur la composante fixe de la rémunération – la part variable est soumise, en tenant compte des limites appliquées à la rémunération variable, aux dispositions relatives au report et au paiement sous forme d'instruments financiers considérés comme appropriés pour garantir le respect des objectifs de l'entreprise à long terme. Il s'agit donc:

- d'une «upfront award» s'élevant à 60% du total, qui est attribuée avant la fin du mois de juin de l'année suivante;
- de trois parts annuelles d'un montant égal, représentant 40% du total, qui sont différées sur une période de trois ans à compter de l'année consécutive à l'octroi de l'upward award;
- du paiement, sous la forme d'actions Banca Popolare di Sondrio, de 50% de l'upfront et de 50% de la part différée. Ces actions seront soumises à un délai de détention de deux ans dans le cas du paiement upfront et d'un an dans le cas du paiement différé.

19. INDICATION DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS ENVERS LES PARTIES LIÉES

en CHF	Créances			Engagements		
	31.12.2018	31.12.2017	Variation	31.12.2018	31.12.2017	Variation
Titulaires de participations qualifiées	40 274 728	213 094 254	(172 819 526)	1 145 844 862	1 145 362 573	482 289
Affaires d'organes	9 770 000	9 146 502	623 498	4 372 721	4 726 376	(353 655)

Les crédits aux organes de la société sont de type hypothécaire et sont accordés en respectant les valeurs de nantissement usuelles. Les crédits et les engagements liés à des organes de la banque sont octroyés aux mêmes conditions que celles qui sont appliquées au personnel. Concernant les titulaires de participations qualifiées, les transactions sont réalisées aux conditions et termes du marché. Pour les opérations hors-bilan, il convient de se reporter au tableau 4, dans lequel les opérations de couverture présentées sont entièrement conclues avec la maison-mère, ainsi qu'au tableau 30 qui indique la répartition des opérations fiduciaires.

20. INDICATION DES PARTICIPANTS SIGNIFICATIFS

Depuis la création de la Banque, toutes les actions sont détenues par la maison-mère.

21. INDICATIONS RELATIVES AUX PROPRES PARTS DU CAPITAL ET À LA COMPOSITION DU CAPITAL PROPRE

Les capitaux propres sont détenus à 100% par la maison-mère comme durant l'exercice 2017.

22. INDICATIONS SELON L'ORDONNANCE CONTRE LES RÉMUNÉRATIONS ABUSIVES DANS LES SOCIÉTÉS ANONYMES COTÉES EN BOURSE ET L'ART. 663C, AL. 3, CO APPLICABLES AUX BANQUES DONT LES TITRES DE PARTICIPATION SONT COTÉS

Non applicable.

23. PRÉSENTATION DE LA STRUCTURE DES ÉCHÉANCES DES INSTRUMENTS FINANCIERS

en CHF

Échéance du capital

	À vue	Dénonçable	D'ici 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Entre 12 mois et 5 ans	Après 5 ans	Immo- bilisé	Total
Actif circulant								
Liquidités	684 933 325	-	-	-	-	-	-	684 933 325
Créances								
sur les banques	106 027 453	-	14 000 000	-	-	-	-	120 027 453
Créances								
sur la clientèle	5 527 252	191 590 180	84 940 849	131 479 014	23 852 603	10 907 441	-	448 297 339
Créances hypothécaires	8 620 222	250 605 649	317 719 198	666 535 390	1 767 182 669	741 764 539	-	3 752 427 668
Valeurs de remplace- ment positives d'instruments financiers dérivés	6 323 849	-	-	-	-	-	-	6 323 849
Immobilisations financières	1 748 586	-	7 111 321	11 259 794	22 124 688	-	10 362 000	52 606 390
Total au 31.12.2018	813 180 687	442 195 829	423 771 368	809 274 198	1 813 159 960	752 671 980	10 362 000	5 064 616 023
Total au 31.12.2017	895 914 649	476 744 046	516 944 273	671 417 293	1 705 486 161	738 561 123	16 650 000	5 021 717 546
Fonds étrangers								
Engagements								
envers les banques	38 352 049	-	275 169 374	789 110 000	112 730 000	-	-	1 215 361 423
Engagements résultant d'opérations de financement de titres	1 786 432 530	955 504 790	122 606 240	136 628 504	-	-	-	3 001 172 064
Valeurs de remplace- ment négatives d'instruments financiers dérivés	54 445 995	-	-	-	-	-	-	54 445 995
Obligations de caisse	-	-	1 423 000	10 956 000	9 417 000	256 000	-	22 052 000
Prêts auprès de centrales de lettres de gage	-	-	10 000 000	-	87 400 000	318 000 000	-	415 400 000
Total au 31.12.2018	1 879 230 574	955 504 790	409 198 614	936 694 504	209 547 000	318 256 000	-	4 708 431 482
Total au 31.12.2017	1 948 109 416	913 193 102	305 402 218	327 058 691	902 746 000	292 416 000	-	4 688 925 428

24. PRÉSENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS RÉPARTIS ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE

en milliers de CHF	31.12.2018		31.12.2017	
	Suisse	Étranger	Suisse	Étranger
Actifs				
Liquidités	684 309	625	686 674	615
Créances sur les banques	57 866	62 162	34 485	248 532
Créances sur la clientèle	292 337	155 961	303 800	132 303
Créances hypothécaires	3 682 801	69 627	3 472 727	-
Valeurs de remplacement positives d'instruments financiers dérivés	2 957	3 367	51 255	30 467
Immobilisations financières	13 878	38 728	20 203	40 656
Comptes de régularisation	6 735	292	6 715	263
Participations	1 191	-	1 191	-
Immobilisations corporelles	17 060	88	18 175	135
Autres actifs	23 146	87	30 829	236
Total des actifs	4 782 280	330 937	4 626 053	453 208
Passifs				
Engagements envers les banques	80 065	1 135 296	124 182	1 172 019
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1 887 825	1 113 348	1 864 787	1 087 055
Valeurs de remplacement négatives d'instruments financiers dérivés	50 798	3 648	27 720	1 891
Obligations de caisse	22 052	-	56 772	-
Prêts auprès de centrales de lettres de gage	415 400	-	354 500	-
Comptes de régularisation	15 452	3 165	15 273	2 838
Autres passifs	5 846	115	4 524	251
Provisions	3 541	225	6 143	18
Réserves pour risques bancaires généraux	15 000	-	15 000	-
Capital social	180 000	-	180 000	-
Réserve légale issue du capital	-	-	-	-
Réserve légale issue du bénéfice	166 289	-	152 080	-
Réserves facultatives issues du bénéfice	-	-	-	-
Bénéfice de l'exercice	15 152	-	14 209	-
Total des passifs	2 857 420	2 255 797	2 815 190	2 264 071

25. RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS PAR PAYS OU PAR GROUPES DE PAYS

en milliers de CHF	31.12.2018		31.12.2017	
	Total	Part en %	Total	Part en %
Suisse	4 782 280	93%	4 626 053	91%
Italie	83 093	2%	251 031	5%
Pays OCDE	108 710	2%	152 854	3%
Autres pays	139 134	3%	49 324	1%
Total	5 113 217	100%	5 079 261	100%

26. RÉPARTITION DU TOTAL DES ACTIFS SELON LA SOLVABILITÉ DES GROUPES DE PAYS (DOMICILE DU RISQUE)

Notation du pays interne à la banque	Rating Fitch	Expositions nettes à l'étranger au 31.12.2018		Expositions nettes à l'étranger au 31.12.2017	
		En CHF	Part en %	En CHF	Part en %
Allemagne	AAA	40 579 028	15.53	67 699 472	14.94
Luxembourg	AAA	15 636 783	5.98	14 086 662	3.11
Hollande	AAA	1 426 431	0.55	2 535 863	0.56
Suède	AAA	5 201 269	1.99	8 756 827	1.93
Singapour	AAA	37	0.00	102	0.00
USA	AAA	3 875 791	1.48	7 566	0.00
Royaume-Uni	AA	18 102 114	6.93	21 157 103	4.67
Belgique	AA	2 764 404	1.06	6 126 413	1.35
France	AA	15 348 860	5.87	21 616 725	4.77
Arabie Saoudite	AA	88	0.00	22	0.00
Israël	A+	1 686 854	0.65	100 701	0.02
Irlande	A+	292 728	0.11	304 716	0.07
Espagne	A-	518 908	0.20	4 909 563	1.08
Thaïlande	BBB+	101 712	0.04	99 992	0.02
Italie	BBB	83 093 134	31.79	251 031 074	55.39
Panama	BBB	1 195 340	0.46	1 218 474	0.27
Fédération de Russie	BBB-	53	0.00	8 817	0.00
Brésil	BB	695 396	0.27	700 776	0.15
Grèce	B	74 160	0.03	74 176	0.02
Monaco	Sans notation	63 502 978	24.27	44 388 687	9.79
Divers	Sans notation	7 315 728	2.80	8 385 046	1.85
Total		261 411 798	100.00	453 208 779	100.00

Le rating Fitch pour la Suisse est AAA.

27. PRÉSENTATION DES ACTIFS ET PASSIFS RÉPARTIS SELON LES MONNAIES LES PLUS IMPORTANTES POUR LA BANQUE

en milliers de CHF

Actifs	CHF	EUR	USD	Autres	Total
Liquidités	679 023	5 466	301	144	684 933
Créances sur les banques	51 514	37 703	4 965	25 846	120 027
Créances sur la clientèle	265 327	174 299	2 150	6 520	448 297
Créances hypothécaires	3 682 972	69 456	-	-	3 752 428
Valeurs de remplacement positives					
d'instruments financiers dérivés	4 538	1 477	48	261	6 324
Immobilisations financières	18 179	213	34 214	-	52 606
Comptes de régularisation	7 927	(968)	60	8	7 027
Participations	1 191	-	-	-	1 191
Immobilisations corporelles	17 060	89	-	-	17 149
Autres actifs	22 170	988	67	9	23 234
Total des actifs au bilan	4 749 902	288 722	41 806	32 787	5 113 217
Prétentions à la livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options sur devises	20 392	1 927 065	225 360	42 452	2 215 269
Total des actifs au 31.12.2018	4 770 294	2 215 787	267 166	75 239	7 328 486
Passifs					
Engagements envers les banques	16 897	1 184 714	10 986	2 764	1 215 361
Engagements résultant des dépôts de la clientèle	1 773 925	955 614	225 109	46 524	3 001 172
Valeurs de remplacement négatives					
d'instruments financiers dérivés	53 386	240	666	154	54 446
Obligations de caisse	22 052	-	-	-	22 052
Prêts auprès de centrales de lettres de gage	415 400	-	-	-	415 400
Comptes de régularisation	15 650	2 091	831	46	18 617
Autres passifs	5 316	636	6	3	5 961
Provisions	3 541	225	-	-	3 767
Réserves pour risques bancaires généraux	15 000	-	-	-	15 000
Capital social	180 000	-	-	-	180 000
Réserve légale issue du capital	-	-	-	-	-
Réserve légale issue du bénéfice	166 289	-	-	-	166 289
Réserves facultatives issues du bénéfice	-	-	-	-	-
Bénéfice de l'exercice	15 152	-	-	-	15 152
Total des passifs au bilan	2 682 608	2 143 520	237 598	49 491	5 113 217
Engagements de livraison découlant d'opérations au comptant, à terme et en options	2 076 665	80 414	32 438	25 753	2 215 269
Total des passifs au 31.12.2018	4 759 274	2 223 933	270 036	75 243	7 328 486
Position nette par devise	11 021	(8 146)	(2 870)	(4)	-

28. RÉPARTITION ET COMMENTAIRES DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS

en CHF	31.12.2018	31.12.2017	Variation
Engagements de couverture de crédit et similaires	204 307 980	165 633 049	38 674 930
Garanties de prestation de garantie et similaires	-	-	-
Engagements irrévocables résultant d'accréditifs documentaires	20 048 351	21 969 341	(1 920 990)
Autres engagements conditionnels	-	-	-
Total des engagements conditionnels	224 356 331	187 602 390	36 753 940
Créances éventuelles découlant de reports de pertes fiscaux	-	-	-
Autres créances éventuelles	-	-	-
Total des créances éventuelles	-	-	-

29. RÉPARTITION DES CRÉDITS PAR ENGAGEMENT

Non applicable.

30. RÉPARTITION DES OPÉRATIONS FIDUCIAIRES

en CHF	31.12.2018	31.12.2017	Variation
Placements fiduciaires auprès de sociétés tierces	13 371 399	14 436 843	(1 065 444)
Placements fiduciaires auprès de la maison-mère	36 000 326	37 386 305	(1 385 979)
Total	49 371 725	51 823 148	(2 451 423)

31. RÉPARTITION DES AVOIRS ADMINISTRÉS ET PRÉSENTATION DE LEUR ÉVOLUTION

en milliers de CHF	31.12.2018	31.12.2017	Variation
A) Répartition des avoirs administrés			
Avoirs détenus par des instruments de placement collectifs sous gestion propre	714.8	764.7	(49.9)
Avoirs sous mandat de gestion	358.4	368.0	(9.6)
Autres avoirs administrés	4 462.4	4 513.9	(51.5)
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles)	5 535.6	5 646.6	(111.0)
dont prises en compte doubles	261.3	284.2	(22.9)
Apports/(Retraits) nets (y c. prises en compte doubles)	(89.1)	(181.0)	91.9

Le chiffre des «Autres avoirs administrés» se réfère au montant total des avoirs déposés par la clientèle, pour lesquels la Banque effectue des services, notamment administratifs. Les crédits à la clientèle ne sont pas déduits. Les apports/(retraits) nets de la clientèle sont calculés par la Banque sans inclure les intérêts échus, la différence de change, les variations de cours, les commissions et les frais perçus.

B) Présentation de l'évolution des avoirs administrés

Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles) initiaux	5 646.6	5 460.2	186.4
+/- Apports nets d'argent frais / retraits nets	(89.1)	(181.0)	91.9
+/- Evolution des cours, intérêts, dividendes et évolution de change	(21.9)	367.4	(389.3)
+/- Autres effets	-	-	-
Total des avoirs administrés (y c. prises en compte doubles) finaux	5 535.6	5 646.6	(111.0)

32. RÉPARTITION DU RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE NÉGOCE ET DE L'OPTION DE LA JUSTE VALEUR

en CHF	31.12.2018	31.12.2017	Variation
Instruments de taux (y c. les fonds)	-	-	-
Titres de participation (y c. les fonds)	(8 314)	(4 288)	(4 026)
Devises	20 873 427	22 992 740	(2 119 313)
Matières premières/métaux précieux	122 354	360 749	(238 395)
Total du résultat de négoce	20 987 467	23 349 201	(2 361 734)

33. INDICATION DE PRODUIT DE REFINANCEMENT SIGNIFICATIF DANS LA RUBRIQUE PRODUITS DES INTÉRÊTS ET DES ESCOMPTES AINSI QUE DES INTÉRÊTS NÉGATIFS SIGNIFICATIFS

Le poste «Produits des intérêts et des escomptes» présente CHF 4,1 millions d'intérêts négatifs, dont CHF 3,9 millions sont imputables à la partie variable des contrats IRS conclus à des fins de couverture.

34. RÉPARTITION DES CHARGES DE PERSONNEL

en CHF	31.12.2018	31.12.2017	Variation
Appointements	36 773 067	35 755 321	1 017 746
dont:			
Rémunérations variables	3 380 000	3 120 000	260 000
Prestations sociales	9 096 950	8 536 211	560 739
Autres charges de personnel	1 758 414	1 550 837	207 577
Total	47 628 431	45 842 369	1 786 062

35. RÉPARTITION DES AUTRES CHARGES

en CHF	31.12.2018	31.12.2017	Variation
Coût des locaux	6 757 044	7 215 619	(458 575)
Charges relatives à la technique de l'information et de la communication	2 186 619	2 231 489	(44 870)
Charges relatives aux véhicules, aux machines, au mobilier et aux autres installations ainsi qu'au leasing opérationnel	6 054 844	5 674 821	380 023
Honoraires de la société d'audit	359 994	607 489	(247 495)
dont ceux:			
pour les prestations en matière d'audit financier et d'audit prudentiel	359 994	607 489	(247 495)
pour d'autres prestations de service	-	-	-
Autres charges d'exploitation	6 286 466	6 191 003	95 463
Total	21 644 967	21 920 421	(275 454)

36. COMMENTAIRES DES PERTES SIGNIFICATIVES, DES PRODUITS ET CHARGES EXTRAORDINAIRES AINSI QUE DES DISSOLUTIONS SIGNIFICATIVES DE RÉSERVES LATENTES, DE RÉSERVES POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX ET DE CORRECTIONS DE VALEURS ET PROVISIONS LIBÉRÉES

La partie «Produits extraordinaires» se compose essentiellement d'une dissolution des provisions pour charges sociales à Monaco, qui n'est plus nécessaire, d'un montant de CHF 37 425, d'un engagement écrit au poste «Autres passifs», qui n'a pas été réalisé, d'un montant de CHF 129 508, et de recouvrements d'encaissements divers d'un montant de CHF 43 931.

37. INDICATIONS ET JUSTIFICATION DES RÉÉVALUATIONS DE PARTICIPATIONS ET D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES JUSQU'À CONCURRENCE DE LA VALEUR D'ACQUISITION

Aucune réévaluation durant l'année considérée.

38. PRÉSENTATION DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL RÉPARTI ENTRE LA SUISSE ET L'ÉTRANGER SELON LE PRINCIPE DU DOMICILE DE L'EXPLOITATION

en CHF	31.12.2018		
	Suisse	Étranger*	Total
Résultat des opérations d'intérêts	45 716 349	3 145 915	48 862 264
Résultat des opérations en commissions et des prestations de service	22 155 165	1 352 223	23 507 388
Résultat des opérations de négoce et de l'option de la juste valeur	20 519 576	467 891	20 987 467
Autres résultats ordinaires	737 799	(30 551)	707 248
Charges d'exploitation	65 297 460	3 975 938	69 273 398
Résultat opérationnel	23 831 429	959 540	24 790 969

* Les données «Étranger» se réfèrent à la succursale de la Principauté de Monaco.

39. PRÉSENTATION DES IMPÔTS COURANTS ET LATENTS, AVEC INDICATION DU TAUX

Au 31.12.2018, la Banque présentait uniquement des impôts courants, à hauteur de 5 030 000 CHF.

40. INDICATIONS ET COMMENTAIRES SUR LE RÉSULTAT PAR DROIT DE PARTICIPATION POUR LES BANQUES DONT LES TITRES DE PARTICIPATION SONT COTÉS

Non applicable.

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION



Ernst & Young SA
Corso Elvezia 9
Case postale
CH-6901 Lugano

Téléphone: +41 58 286 24 24
Téléfax: +41 58 286 24 00
www.ey.com/ch

A l'Assemblée générale de
Banca Popolare di Sondrio (Suisse) SA, Lugano

Lugano, le 31 janvier 2019

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Banca Popolare di Sondrio (Suisse) SA, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, état des capitaux propres et l'annexe (pages 21-58) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018.



Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.



Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives.

Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, et non pas dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.



Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018 sont conformes à la loi suisse et aux statuts.



Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO et art. 11 LSR) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'article 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

En outre, nous attestons que la proposition relative à l'emploi du bénéfice au bilan est conforme à la loi suisse et aux statuts et recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Ernst & Young SA

Erico Bertoli
Expert-réviseur agréé
(Réviseur responsable)

Beatrice Gropelli
Experte-réviseur agréée

NOS PRODUITS ET SERVICES

COMPTES COURANTS

COMPTES DE DÉPÔT ET D'INVESTISSEMENT

COMPTES À TERME ET FIDUCIAIRES

LIFE BENEFIT, COMPTE DE PRÉVOYANCE 3A

CARTES DE CRÉDIT ET CARTES BANCAIRES

PAQUET DE PRESTATIONS BANCAIRES

TRAFIC DES PAIEMENTS

COFFRES-FORTS

CONSERVATION DE TITRES

GESTION DE PATRIMOINE ET CONSEIL EN INVESTISSEMENT

INVESTMENT ADVISORY

FONDS D'INVESTISSEMENT
POPSO (SUISSE) INVESTMENT FUND SICAV

OBLIGATIONS DE CAISSE

CHANGES ET OPÉRATIONS SUR DEVISES ET SUR MÉTAUX PRÉCIEUX

CRÉDITS HYPOTHÉCAIRES, LOMBARDS ET COMMERCIAUX

CRÉDITS ET ENCAISSEMENTS DOCUMENTAIRES

GARANTIES ET CAUTIONNEMENTS

PRODUITS D'ASSURANCE-VIE

GOBANKING (e-BANKING)

CALL CENTER 00 800 800 767 76